

A large, light blue world map with a grid pattern, serving as a background for the title text.

Modèle pour le calcul du salaire vital

Version préliminaire 1.1

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| CHAPITRE 1 : CADRES GÉNÉRAUX..... | 4 |
| 1.1 COLLECTE ET TRANSPARENCE DES DONNÉES..... | 4 |
| 1.1.1 : COLLECTE DE DONNÉES ET TRANSPARENCE – GÉNÉRALITÉS (10 QUESTIONS) | 4 |
| 1.1.2 : RIGUEUR ACADÉMIQUE DANS LA COLLECTE DE DONNÉES (10 QUESTIONS)..... | 6 |
| 1.1.3 : TRANSPARENCE (8 QUESTIONS) | 9 |
| 1.1.4 : CONFLIT D'INTÉRÊTS (7 QUESTIONS) | 10 |
| 1.2 PORTÉE GÉOGRAPHIQUE ET CALENDRIER DES ESTIMATIONS | 12 |
| 1.2.1 : PORTÉE GÉOGRAPHIQUE (7 QUESTIONS) | 13 |
| 1.2.2 : CONTRÔLE QUALITÉ (5 QUESTIONS)..... | 14 |
| 1.2.3 : APPORT ET APPROPRIATION LOCAUX (7 QUESTIONS) | 15 |
| 1.2.4 : TRAVAIL MIGRANT (5 QUESTIONS) | 17 |
| 1.2.5 : MISE À JOUR DES DONNÉES SUR LE COÛT DE LA VIE (8 QUESTIONS) | 18 |
| 1.3 TAILLE DE LA FAMILLE ET NOMBRE DE TRAVAILLEURS PAR FAMILLE ET HEURES DE TRAVAIL | 20 |
| 1.3.1 : TAILLE DU MÉNAGE FAMILIAL – GÉNÉRALITÉS (7 QUESTIONS) | 21 |
| 1.3.2 : TAILLE DE LA FAMILLE – NOMBRE D'ADULTES ET D'ENFANTS (8 QUESTIONS) | 23 |
| 1.3.3 : NOMBRE DE TRAVAILLEURS PAR FAMILLE (10 QUESTIONS)..... | 24 |
| 1.3.4 : HORAIRES DE TRAVAIL (6 QUESTIONS) | 26 |
| 1.4 COMPTABILISATION DES PRESTATIONS PUBLIQUES | 26 |
| 1.4.1 : APPLICABILITÉ ET ACCESSIBILITÉ DES PRESTATIONS PUBLIQUES (6 QUESTIONS)..... | 27 |
| 1.4.2 : COMPTABILISATION DES PRESTATIONS PUBLIQUES (1 QUESTION) | 28 |
| CHAPITRE 2 : ÉLÉMENTS DU COÛT DE LA VIE | 29 |
| 2.1 ALIMENTS NUTRITIFS | 30 |
| 2.1.1 : NUTRITION (7 QUESTIONS) | 30 |

| | |
|--|-----------|
| 2.1.2 : VARIABILITÉ ET APPLICABILITÉ LOCALE DU RÉGIME ALIMENTAIRE (7 QUESTIONS) | 31 |
| 2.1.3 : COLLECTE DES PRIX (7 QUESTIONS) | 33 |
| 2.2 LOGEMENT..... | 34 |
| 2.2.1 : LOGEMENT DÉCENT (2 QUESTIONS)..... | 36 |
| 2.2.2 : TAILLE DU LOGEMENT (7 QUESTIONS) | 36 |
| 2.2.3 : LOYERS VS. ACCESSION A LA PROPRIETE (6 QUESTIONS) | 37 |
| 2.2.4 : SERVICES PUBLICS, AMEUBLEMENT, ASSURANCES, ENTRETIEN ET RÉPARATIONS, TAXES ET SERVICES ET FRAIS OBLIGATOIRES (5 QUESTIONS) | 38 |
| 2.3 SOINS DE SANTÉ..... | 40 |
| 2.3.1 : QUALITÉ ET ACCESSIBILITÉ (5 QUESTIONS) | 41 |
| 2.3.2 : COLLECTE DE DONNÉES ET TRANSPARENCE – GÉNÉRALITÉS (8 QUESTIONS) | 42 |
| 2.4 TRANSPORT..... | 44 |
| 2.4.1 : ÉVALUATION DES TRANSPORTS (7 QUESTIONS) | 44 |
| 2.5 SOINS – GARDE D'ENFANTS/SOINS AUX PERSONNES ÂGÉES..... | 46 |
| 2.5.1 : ASSURER UNE GARDE D'ENFANTS EN TEMPS OPPORTUN (8 QUESTIONS) | 47 |
| 2.5.2 : SOINS AUX PERSONNES ÂGÉES/RETRAITE (6 QUESTIONS) | 49 |
| 2.5.3 CYCLE DE VIE DES SOINS (1 QUESTION)..... | 50 |
| 2.6 AUTRES CATÉGORIES DE COÛTS (COICOP) | 51 |
| 2.6.1 : ÉVALUATIONS GÉNÉRALES DES « AUTRES » COÛTS (3 QUESTIONS)..... | 51 |
| 2.6.2 : BOISSONS ALCOOLISÉES, TABAC ET STUPÉFIANTS (4 QUESTIONS) | 52 |
| 2.6.3 : VÊTEMENTS ET CHAUSSURES (5 QUESTIONS) | 52 |
| 2.6.4 : MOBILIER, ÉQUIPEMENT MÉNAGER ET ENTRETIEN COURANT DU MÉNAGE (5 QUESTIONS) | 53 |
| 2.6.5 : INFORMATION ET COMMUNICATION (6 QUESTIONS) | 54 |
| 2.6.6 : LOISIRS, SPORTS ET CULTURE (3 QUESTIONS) | 55 |
| 2.6.7 : ÉDUCATION ET SERVICES (4 QUESTIONS) | 55 |
| 2.6.8 : SERVICES DE RESTAURATION ET D'HÉBERGEMENT (5 QUESTIONS) | 56 |
| 2.6.9 : ASSURANCES ET SERVICES FINANCIERS (4 QUESTIONS) | 56 |
| 2.6.10 : BIENS ET SERVICES DIVERS (4 QUESTIONS) | 57 |
| 2.7 ÉCONOMIES POUR LA RÉSILIENCE - ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX OU D'URGENCE | 58 |
| 2.7.1 : MONTANT INCLUS (5 QUESTIONS)..... | 58 |

| | |
|---|-----------|
| 2.8 RETENUES OBLIGATOIRES SUR LE SALAIRE | 59 |
| 2.8.1 : PROFONDEUR ET SPÉCIFICITÉ (7 QUESTIONS) | 59 |

Chapitre 1 : Cadres généraux

1.1 Collecte et transparence des données

Ce chapitre comprend six catégories qui comportent chacune plusieurs indicateurs utilisés pour évaluer une méthodologie de salaire vital.

1. Collecte de données et transparence – Généralités
2. Rigueur académique dans la collecte de données
3. Transparence
4. Conflit d'intérêts

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|---|---------------------------|
| 1.1.1 : Collecte de données et transparence – Généralités (10 questions) | | |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les données sont-elles alignées sur l'IDH, c'est-à-dire que l'estimation repose sur des sources de données acceptées par l'IDH (c'est-à-dire des recherches sur le terrain, des enquêtes en ligne représentatives, des statistiques nationales et/ou une modélisation, mais pas sur la modélisation seule ou les enquêtes en ligne auto-sélectionnées) ? | Précision de l'IDH : Les enquêtes en ligne visant à mesurer le coût de la vie ne sont pas acceptables si elles s'appuient sur des populations auto-sélectionnées, car elles sont connues pour produire des statistiques biaisées. Les données issues d'enquêtes menées par des gouvernements ou des organisations internationales, conformément aux meilleures pratiques et aux normes internationales de qualité, peuvent être utiles pour estimer le salaire vital. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. L'estimation tient-elle compte des besoins des travailleurs et de leurs familles tels qu'ils sont perçus à travers un cadre de droits de l'homme et détaillés dans la présente norme de | | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|---|---------------------------|
| référence, au moyen d'une approche fondée sur des données probantes ? ¹ | | |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité de la section 1.1.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. La variabilité de la collecte de données est-elle documentée dans toutes les estimations avec des preuves claires de réflexion sur la variabilité des résultats ? | Les différences dans les méthodes de collecte de données sont-elles clairement documentées selon les lieux ou les études ? | Rencontré / Non rencontré |
| 5. La variabilité de la collecte de données est-elle communiquée de manière transparente ? | Toute la variabilité entre les sites/pays est-elle clairement décrite dans la documentation publique/technique ? | Rencontré / Non rencontré |
| 6. Les données utilisées pour produire l'estimation sont-elles vérifiées à partir de plusieurs sources de données ou méthodes ? | Par exemple, les données d'enquête sont-elles comparées aux statistiques nationales ou aux sources secondaires spécifiques aux sources de données locales ? | Rencontré / Non rencontré |
| 7. Des efforts transparents sont-ils déployés pour garantir que les données relatives aux dépenses, aux enquêtes ou aux groupes de discussion utilisées dans les estimations ne perpétuent pas les conditions actuelles de pauvreté ? | <p>Lorsque les données sur les dépenses sont utilisées pour certaines parties d'une estimation, il faut tenir compte du décile ou du quintile des données utilisées pour garantir qu'elles ne tombent pas en dessous des niveaux nécessaires à la décence.</p> <p>Lors du recours à des groupes de discussion ou à des enquêtes, il est important de veiller à ce que les points de vue des participants ne soient pas uniquement influencés par leurs besoins immédiats de survie en tant que travailleurs gagnant moins que le salaire vital. Il convient d'intégrer des perspectives fondées sur les</p> | Rencontré / Non rencontré |

¹Cette exigence est conçue pour s'aligner sur le principe a) de l'OIT sur l'estimation du salaire vital, <https://www.ilo.org/ilo-principles-estimating-living-wage>

| | | |
|---|---|---------------------------|
| | principes des droits de l'homme et d'inclure des témoignages ou des exemples de travailleurs gagnant un salaire vital. | |
| Au-delà de la conformité | | |
| 8. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité de la section 1.1.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 9. Des recherches supplémentaires sont-elles menées lorsque/si les données utilisées pour produire l'estimation divergent ? | En cas de divergences dans les résultats, des recherches complémentaires sont-elles menées pour valider ou rapprocher les résultats ? En l'absence de divergences, cette condition est remplie. | Rencontré / Non rencontré |
| 10. Les décisions concernant les écarts sont-elles validées par les acteurs locaux ? | La participation locale est-elle sollicitée et documentée lors de la finalisation d'une estimation, compte tenu de données incohérentes, incluant les travailleurs, les employeurs et la société civile, conformément aux principes de l'OIT ? ² En l'absence de divergences, cette condition est respectée. | Rencontré / Non rencontré |
| 1.1.2 : Rigueur académique dans la collecte de données (10 questions) | | |
| Cette section s'applique à diverses méthodes de collecte de données, y compris les enquêtes menées directement selon la méthodologie d'estimation, ainsi que les échantillons provenant de sources statistiques nationales ou d'autres organismes de collecte de données. Si des groupes de discussion sont utilisés, ces exigences s'appliquent également. | | |
| Questions | Explication | Évaluation |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |

²Cette exigence est conçue pour s'aligner sur le principe b) de l'OIT sur l'estimation du salaire vital, <https://www.ilo.org/ilo-principles-estimating-living-wage>

| | | |
|---|--|------------------------------|
| 1. Les informations sont-elles fournies de manière transparente sur l'objectif, la composition, la taille et la représentativité de l'échantillon ou du groupe de discussion, ainsi que sur la source des données ? | Si des données nationales sont utilisées, la taille de l'échantillon doit indiquer que les données nationales doivent également être accessibles au public. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Le travail des groupes de discussion se limite-t-il à établir un panier de biens adapté à la population, répondant ou s'ajoutant aux besoins minimaux en matière de droits de l'homme établis dans cette norme de référence sur le salaire vital ? | Les groupes de discussion peuvent aider à identifier les normes culturelles spécifiques à l'échelle locale concernant ce que devrait inclure un panier de revenus décents, mais ils ne doivent pas être utilisés pour justifier l'exclusion des besoins fondamentaux en matière de droits humains dans un lieu donné. ou pour attribuer des prix aux biens identifiés comme nécessaires dans chaque zone géographique. Les retours des groupes de discussion servent ainsi à déterminer si les normes sociétales habituelles imposent des coûts supplémentaires dans chaque lieu, mais ne servent pas à affirmer que les droits humains fondamentaux, comme les soins de santé ou une alimentation saine, ne sont pas nécessaires aux travailleurs. Si les groupes de discussion ne sont pas utilisés, répondez à cette question. | Rencontré/Non rencontré |
| 3. Si la taille de l'échantillon ou la composition du groupe de discussion n'est pas représentative, les écarts par rapport aux données nationales sont-ils identifiés et vérifiés par les parties prenantes locales ? | Les raisons justifiant les techniques d'évaluation rapide et les efforts visant à garantir qu'elles sont aussi représentatives que possible par le biais de recoupements de données ou d'autres méthodes doivent être détaillés. Les contributions locales sont-elles recherchées et documentées lors de la finalisation d'une estimation, une attention particulière étant portée aux décisions prises face à des données incohérentes, incluant les travailleurs, les employeurs et la société civile, conformément aux principes de l'OIT ? ³ Si les techniques d'évaluation rapide ne sont pas utilisées, répondez à cette question. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 4. Toutes les exigences de mise en conformité de la section 1.1.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |

³Cette exigence est conçue pour s'aligner sur le principe b) de l'OIT sur l'estimation du salaire vital, <https://www.ilo.org/ilo-principles-estimating-living-wage>

| | | |
|--|---|------------------------------|
| 5. Les échantillons des enquêtes ou des groupes de discussion représentent-ils un échantillon adéquat ajusté en fonction de l'homogénéité/hétérogénéité d'un lieu ainsi que de la taille et de la population de la zone géographique couverte lorsque les estimations sont censées s'appliquer à une zone géographique globale ? | En fonction de l'homogénéité ou de l'hétérogénéité de la population, notamment en fonction des différents niveaux de revenus, des zones géographiques et d'autres facteurs pertinents, l'échantillonnage doit être effectué selon une approche d'échantillonnage aléatoire ou stratifié clairement identifiée. Si une estimation est spécifiquement conçue pour un secteur d'activité prédominant dans une région, elle peut être réalisée à partir d'échantillons spécifiques à ce secteur. Cependant, cette spécificité sectorielle doit être clairement indiquée. | Rencontré / Non rencontré |
| 6. Si les échantillons sont plus homogènes pour refléter les besoins d'un secteur spécifique, l'orientation du secteur et l'applicabilité limitée sont-ils clairement indiqués publiquement ? | Si les estimations sont censées être spécifiques à un secteur et ne représentent que les coûts typiques pour ceux qui travaillent dans un secteur particulier dans un endroit particulier, l'homogénéité peut être appropriée, mais ces directives d'utilisation doivent également être clairement énoncées. | Rencontré / Non rencontré |
| 7. Les tailles d'échantillon sont-elles établies pour être représentatives, comme le prouvent la taille de l'échantillon, les caractéristiques des répondants, la taille de la population ou d'autres données qui montrent que l'échantillon est représentatif ? ⁴ | | Rencontré / Non rencontré |
| 8. En ce qui concerne la géographie de l'estimation, des précisions sont-elles fournies concernant la taille de la population et la sélection des unités primaires d'échantillonnage (UPE) lorsqu'un quartier ou une zone à moindre coût est utilisé comme représentant d'une région ou d'une géographie plus vaste ? | Lorsqu'une zone représentative est utilisée, le raisonnement pour le choix de cette zone doit également être rendu public. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |

⁴Cette exigence est conçue pour s'aligner sur le principe d) de l'OIT sur l'estimation du salaire vital, <https://www.ilo.org/ilo-principles-estimating-living-wage>

| | | |
|---|--|------------------------------|
| 9. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité de la section 1.1.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 10. Pour les estimations où l'on s'attend à une variation substantielle du coût de la vie ou lorsque les estimations du salaire vital peuvent être comparées entre différents secteurs ou régions, un calcul de puissance a-t-il été utilisé pour établir la taille de l'échantillon ou une autre méthode a-t-elle été utilisée pour garantir la spécificité locale des données qui sont expliquées de manière claire et transparente ? | Appliquer des calculs de puissance pour une confiance statistique : calculer la taille d'échantillon nécessaire pour garantir que les résultats sont suffisamment puissants pour détecter les différences de salaire vital entre ces différents groupes. Ou croiser un ensemble de données supplémentaire statistiquement fiable pour ajuster les données régionales à des zones géographiques plus spécifiques. | Rencontré / Non rencontré |

1.1.3 : Transparence (8 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|--|---|------------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les estimations, les données et les méthodologies sont-elles rendues publiques en temps opportun ? ⁵ | Dans cette norme de référence, WageMap définit « en temps opportun » comme étant, au minimum, annuel. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Les informations concernant les sources de données et les méthodes de traitement sont-elles ouvertes à l'examen, complètes et reproductibles ? ⁶ | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Toutes les données partagées sont-elles exemptes de données | Aucune donnée personnelle identifiable ne doit être partagée et les données collectées auprès des travailleurs et des parties prenantes ne doivent être | Rencontré / Non rencontré |

⁵Cette exigence est conçue pour s'aligner sur le principe e) de l'OIT sur l'estimation du salaire vital. Cependant, l'interprétation de « temps utile » comme étant d'un an ne doit pas être interprétée comme une fourniture par WageMap des interprétations de l'OIT, mais plutôt comme la création d'une mesure implémentable pour cette norme de référence. <https://www.ilo.org/ilo-principles-estimating-living-wage>

⁶Cette exigence est conçue pour s'aligner sur le principe c) de l'OIT sur l'estimation du salaire vital, <https://www.ilo.org/ilo-principles-estimating-living-wage>

| | | |
|--|--|------------------------------|
| personnelles identifiables et peuvent-elles être partagées ? | utilisées que si ces travailleurs ou parties prenantes ont donné leur consentement éclairé. | |
| Exigences de conformité | | |
| 4. Toutes les exigences de mise en conformité de la section 1.1.4 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Le devis est-il conforme aux directives de l'IDH en matière de transparence ? | « L'organisme d'estimation du salaire vital doit publier une méthodologie claire et cohérente, étape par étape, pour la collecte de données, incluant les sources, les méthodes et les composants. Elle doit également inclure une description de chaque étape de la collecte de données, les formules de calcul utilisées et une ventilation des différents composants de l'estimation du salaire vital. » ⁷ | Rencontré / Non rencontré |
| 6. Les valeurs et les calculs d'estimation pour chaque catégorie de coûts et toutes les données du cadre global sont-ils partagés publiquement ? | Les valeurs pour chaque catégorie de coûts dans l'estimation et les valeurs globales telles que la taille de la famille et le nombre de travailleurs par famille doivent être fournies, accompagnées de conseils sur la manière dont elles ont été calculées. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 7. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité de la section 1.1.4 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 8. Toutes les données, même au niveau micro, sont-elles partagées publiquement gratuitement et/ou disponibles ? | Toutes les données collectées sont librement partagées et mises à la disposition d'autres chercheurs afin qu'ils puissent en tirer des enseignements. Cela peut aller jusqu'au niveau microéconomique, avec le partage des coûts des éléments individuels inclus dans les estimations. | Rencontré / Non rencontré |
| 1.1.4 : Conflit d'intérêts (7 questions) | | |
| Questions | Explication | Évaluation |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |

⁷IDH, Révision des critères de reconnaissance des méthodologies de référence du salaire vital, https://www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2024/10/IDH_Recognition_Criteria_7.9.pdf

| | | |
|--|---|---------------------------|
| 1. Toutes les sources de financement pour la recherche sur le salaire vital sont-elles identifiées publiquement ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Le fournisseur de devis identifie-t-il les conflits d'intérêts pour le devis ? | Si un financement est fourni par une partie prenante spécifique pour une estimation spécifique du salaire vital qui pourrait être perçue comme un conflit d'intérêts et introduire un biais, ce fournisseur d'estimation du salaire vital doit clairement indiquer le conflit. | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Des détails sont-ils fournis sur la manière dont la méthodologie d'estimation vise à atténuer les conflits ? | Si un conflit est identifié, les estimateurs doivent fournir des détails sur la manière dont ils comptent l'atténuer. Contrairement aux exigences de conformité, la politique « Travailler vers la conformité » n'exige pas nécessairement son atténuation. Cependant, elle exige la transparence. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 4. Toutes les exigences de mise en conformité de la section 1.1.5 sont-elles respectées ? | | Atteint/Non atteint |
| 5. L'estimation est-elle conforme aux directives de l'IDH sur l'atténuation des conflits d'intérêts ? | « Ne doivent présenter aucun conflit d'intérêts inhérent. Les méthodologies doivent être suffisamment éloignées des sources de financement pour préserver leur intégrité. De plus, les résultats des estimations individuelles ne doivent pas être influencés par la source de financement. Les organisations dont d'autres activités peuvent être perçues comme un conflit d'intérêts, comme l'audit et la certification des entreprises utilisant ces référentiels, doivent divulguer publiquement les systèmes mis en place pour éviter de tels conflits. » ⁸ | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 6. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité de la section 1.1.5 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |

⁸IDH, Révision des critères de reconnaissance des méthodologies de référence du salaire vital, https://www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2024/10/IDH_Recognition_Criteria_7.9.pdf

| | | |
|---|--|---------------------------|
| 7. L'estimation du salaire vital est-elle financée uniquement par ceux qui n'ont aucun « intérêt » dans le résultat ? | Les organisations qui estiment les salaires décents sont financées uniquement par des parties non intéressées, sans intérêt dans les résultats en matière de salaires décents. | Rencontré / Non rencontré |
|---|--|---------------------------|

1.2 Portée géographique et calendrier des estimations

Le rapport de l'OIT, soumis à discussion lors de la Réunion d'experts sur les politiques salariales, y compris le salaire vital, stipule que « le salaire vital est défini en fonction du contexte de lieu et de temps. Selon la plupart des définitions, il doit être compris en fonction du contexte dans lequel il est perçu, tant en termes de localisation géographique que de conditions socio-économiques prévalant à un moment donné. Par conséquent, ce qui constitue un salaire vital dans un pays, une région, un district ou un secteur peut être très différent de ce qui est considéré dans un autre. »⁹ À ce titre, la norme de référence WageMap s'efforce de normaliser la manière dont les contextes locaux sont pris en compte dans les estimations du salaire vital. De cette manière, la norme préserve la représentativité et l'applicabilité locales sans compromettre la comparabilité internationale. Cela signifie que le choix du lieu et de la période de recherche pour les estimations du salaire vital est important pour créer des estimations du salaire vital comparables au niveau international et spécifiques au niveau local.

Dans cette section, il y a cinq sous-sections qui ont chacune plusieurs indicateurs pour évaluer chaque méthodologie de salaire vital.

1. Portée géographique
2. Contrôle de qualité
3. Contribution et appropriation locales
4. Travail migrant
5. Mise à jour des données sur le coût de la vie

⁹OIT, *Politiques salariales, y compris les salaires décents, Rapport pour discussion à la Réunion d'experts sur les politiques salariales, y compris les salaires décents* (Genève, 19-23 février 2024)

1.2.1 : Portée géographique (7 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|--|---|------------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. L'estimation couvre-t-elle au moins un territoire régional ou, pour les très petits pays (définis dans les directives de notation), au moins le niveau national ? | Cette exigence est satisfaite si l'estimation couvre des zones géographiques plus précises. Il s'agit simplement d'exprimer la plus grande zone de couverture répondant aux exigences de conformité. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Est-il clair quelles zones de délimitation gouvernementales/sous-gouvernementales sont couvertes par l'estimation ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité de la section 1.2.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. La méthodologie est-elle alignée sur les critères de l'IDH concernant les différences spécifiques à la ville/région ou au moins aux zones urbaines et rurales ? | <p>Les critères de reconnaissance actuels de l'IDH stipulent :</p> <p>Les points de référence sont spécifiques à chaque ville/région ou tiennent au moins compte des différences urbaines et rurales. Pour les grands pays (par exemple, l'Australie, l'Argentine, le Brésil, le Canada, la Chine, l'Inde, la Russie et les États-Unis) : les méthodologies doivent indiquer si des estimations infranationales sont fournies ou non et si la zone géographique concernée par ces estimations est basée sur une délimitation gouvernementale/infranationale (par exemple, lorsque l'estimation s'applique à une province infranationale spécifique).¹⁰</p> <p>Si des recherches ont été menées qui montrent que malgré les différences entre zones urbaines et rurales, les écarts de coûts ne sont pas significatifs (plus de +/- 5 %), alors les zones peuvent être combinées.</p> | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |

¹⁰IDH, Révision des critères de reconnaissance des méthodologies de référence du salaire vital, https://www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2024/10/IDH_Recognition_Criteria_7.9.pdf

| | | |
|---|---|------------------------------|
| 5. Toutes les exigences de conformité et les exigences de conformité de la section 1.2.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 6. Les données sur le salaire vital sont-elles spécifiquement alignées sur les zones de déplacement lorsqu'une variabilité existe au sein des régions infranationales ? | <p>S'il existe une variation significative (plus de $\pm 5\%$) du coût de la vie dans une zone donnée - au-delà des différences entre zones rurales et urbaines - alors toute estimation de coût (comme pour un salaire vital) ne devrait être appliquée qu'à des zones plus petites et localisées, comme les zones de navettage, plutôt qu'à l'ensemble de la région politique.</p> <p>Si la variabilité n'existe pas et a été vérifiée, cette exigence est satisfaite.</p> | Rencontré / Non rencontré |
| 7. La méthodologie inclut-elle des données sur le lieu de résidence des travailleurs par rapport à leur lieu de travail ? | Il faut fournir des références sur la manière dont les zones de déplacement sont définies, par exemple des données nationales ou régionales sur les lieux de résidence et de travail des travailleurs, des entretiens dans le cadre du travail sur le terrain concernant le lieu de résidence des travailleurs par rapport au lieu de travail central, etc. | Rencontré / Non rencontré |

1.2.2 : Contrôle qualité (5 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|--|------------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Des contrôles secondaires de différentes sources de données sont-ils utilisés pour le contrôle qualité ? | Au minimum, les estimations du salaire vital devraient intégrer et être transparentes concernant les contrôles secondaires de contrôle de qualité. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 1.2.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|--|------------------------------|
| 3. L'estimation fait-elle appel à un contrôle de qualité comprenant un examen technique rigoureux, une validation ainsi qu'un examen périodique pour des améliorations continues ? | ¹¹ | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 4. Toutes les exigences de conformité et les exigences de conformité pour la section 1.2.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Un organisme indépendant tripartite, multipartite ou menant des recherches conformément à sa propre méthodologie et à ses propres idées préexistantes, examine-t-il et vérifie-t-il les données sans influence ni contrôle de la méthodologie d'estimation ? ¹² | Conformité aux principes de l'OIT obtenue par l'intermédiaire d'organismes indépendants examinant et vérifiant à la fois les estimations et la méthodologie, le propriétaire de la méthodologie n'exerçant aucun contrôle sur le résultat. | Rencontré / Non rencontré |

1.2.3 : Apport et appropriation locaux (7 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|--|---|------------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les directives de l'IDH sur la participation des parties prenantes locales ont-elles été respectées ? | Participation des parties prenantes locales : L'organisme de référence doit préciser quand les estimations ont été élaborées par, ou en partenariat direct avec, des instituts de recherche indépendants locaux et des représentants syndicaux, et ont été soumises à la consultation des parties prenantes locales. Des méthodologies doivent être utilisées pour décrire les modalités de consultation des parties prenantes locales. ¹³ | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |

¹¹ Conseil d'administration 350e session, Genève, 4-14 mars 2024 Section de l'élaboration des politiques Segment sur l'emploi et la protection sociale
Date : 5 mars 2024, Rapport de la réunion d'experts sur les politiques salariales, y compris les salaires décents (Genève, 19-23 février 2024)

¹² Cette exigence est conçue pour s'aligner sur le principe h) de l'OIT sur l'estimation du salaire vital, <https://www.ilo.org/ilo-principles-estimating-living-wage>

¹³ IDH, Révision des critères de reconnaissance des méthodologies de référence du salaire vital, https://www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2024/10/IDH_Recognition_Criteria_7.9.pdf

| | | |
|--|--|------------------------------|
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité de la section 1.2.3 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Les principes de l'OIT relatifs à la contribution des parties prenantes locales sont-ils respectés conformément à la compréhension de WageMap , comme indiqué dans les directives de notation ? | « Consultation des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs sur les estimations du salaire vital et implication des partenaires sociaux tout au long de leur élaboration, en vue de garantir l'appropriation nationale et/ou locale » ¹⁴ Avec - « considération du contexte régional ou local et des réalités socio-économiques et culturelles » ¹⁵ | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Un ou plusieurs chercheurs locaux formés à la recherche sont-ils utilisés pour la collecte de données ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 5. La méthodologie est-elle suffisamment flexible pour répondre et évoluer dans un contexte local spécifique en fonction des retours des chercheurs et/ou partenaires locaux ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 6. La méthodologie globale est-elle revue au moins tous les 10 ans dans un groupe multipartite avec représentation de la région géographique où la méthodologie a été appliquée ? | La méthodologie doit être revue au moins tous les dix ans par un groupe multipartite incluant au minimum des représentants des syndicats, de la société civile et des entreprises représentant les intérêts et la compréhension locaux et régionaux. Le terme « régional » désigne au moins l'échelle du pays ou d'une région plus vaste, et non la zone de déplacement ou la petite région concernée par les estimations. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |

¹⁴OIT, Conseil d'administration, 350e session, Genève, 4-14 mars 2024 Section de l'élaboration des politiques Segment sur l'emploi et la protection sociale Date : 5 mars 2024, Rapport de la réunion d'experts sur les politiques salariales, y compris les salaires décents (Genève, 19-23 février 2024)

¹⁵OIT, Conseil d'administration, 350e session, Genève, 4-14 mars 2024 Section de l'élaboration des politiques Segment sur l'emploi et la protection sociale Date : 5 mars 2024, Rapport de la réunion d'experts sur les politiques salariales, y compris les salaires décents (Genève, 19-23 février 2024)

| | | |
|--|---|---------------------------|
| 7. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité de la section 1.2.3 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |
| 8. Les principes de l'OIT sur l'appropriation locale sont-ils respectés conformément à la compréhension de WageMap comme indiqué dans les directives de notation ? ¹⁶ | Il n'est pas nécessaire que ce soit au niveau infranational, mais il doit au moins s'agir d'un groupe basé dans le pays/la région de l'estimation. Il peut également s'agir d'une organisation locale appliquant une méthodologie mondiale et/ou chargée de maintenir et d'ajuster les données et la méthodologie relatives au salaire vital, si nécessaire, au niveau local. L'organisation locale n'a pas besoin de créer une nouvelle méthodologie, mais doit être en mesure de garantir la prise en compte des opinions et des approches locales. | Rencontré / Non rencontré |
| 9. Les estimations sont-elles détenues conjointement par la méthodologie et un institut de recherche ou une université locale ? | | Rencontré / Non rencontré |

1.2.4 : Travail migrant (5 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|--|--|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. L'estimation concernant la main-d'œuvre migrante est-elle conforme au principe de rémunération égale pour un travail de valeur égale, tel qu'énoncé dans le préambule de la Constitution de l'OIT ? | Les estimations du salaire vital ne doivent pas encourager la discrimination salariale par le traitement ou la prise en compte des travailleurs migrants au sein de la population. Ainsi, un salaire vital doit garantir qu'un travailleur moyen d'une région donnée puisse s'offrir un salaire décent. Il ne doit pas s'agir d'une estimation du salaire vital qui ne concerne que les populations migrantes, indépendamment des populations locales. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité de la section 1.2.4 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |

¹⁶Cette exigence est conçue pour s'aligner sur le principe b) de l'OIT sur l'estimation du salaire vital, <https://www.ilo.org/ilo-principles-estimating-living-wage>

| | | |
|---|---|------------------------------|
| 3. est-elle représentative du coût de la vie dans les limites politiques du lieu de travail ? | Un travail décent exige que les travailleurs puissent s'offrir un niveau de vie décent à un trajet raisonnable de leur lieu de travail. Si une région accueille fréquemment des travailleurs migrants qui se déplacent quotidiennement depuis un pays voisin pour travailler, le coût de la vie estimé pour obtenir un salaire vital doit se limiter aux coûts dans le pays de travail. Cela reconnaît que de nombreux travailleurs ne peuvent pas simplement migrer vers des pays voisins où les coûts sont moins élevés, et que suggérer qu'ils le fassent risque de méconnaître leurs liens culturels et communautaires avec le pays où ils travaillent. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 4. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité de la section 1.2.4 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |
| 5. Si le coût de la vie est inclus au-delà des frontières politiques, le franchissement de ces frontières est-il dû au fait que TOUTES les exceptions autorisées sont respectées et expliquées publiquement ? | L'inclusion du coût de la vie au-delà d'une frontière nationale d'une manière qui respecte toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité doit démontrer par des preuves approfondies que dans une zone : a) <u>la plupart</u> des travailleurs percevant un salaire vital dans une zone d'estimation du salaire vital sont originaires d'un pays différent ; b) <u>tous</u> les travailleurs d'un lieu de travail sont légalement autorisés à vivre dans le pays de leur choix et à accéder à un coût de la vie plus abordable sans être surchargés par les difficultés de déplacement pour se rendre quotidiennement à leur lieu de travail au-delà des frontières nationales ; et c) il est accepté comme courant et culturellement approprié de vivre au-delà des frontières avec une consultation et un accord approfondis au niveau local entre les groupes de parties prenantes pour confirmer cela, y compris la consultation des syndicats locaux. Il s'agit d'une situation rare et nécessite une documentation détaillée. | Rencontré / Non rencontré |
| 1.2.5 : Mise à jour des données sur le coût de la vie (8 questions) | | |
| Questions | Explication | Évaluation |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |

| | | |
|---|--|---------------------------|
| 1. L'estimation est-elle conforme aux critères de reconnaissance de l'IDH concernant la mise à jour des estimations du salaire vital ? | En l'absence de collecte de données annuelle sur le terrain, l'estimation devrait au moins être ajustée en fonction de l'inflation chaque année. Des ajustements supplémentaires, au-delà de l'inflation, par le biais d'une étude complète sur le terrain, devraient être effectués aussi fréquemment que possible. Les méthodologies sont encouragées à le faire autant que leurs ressources le permettent et pas plus de 5 à 10 ans (en tenant compte des circonstances locales). Les méthodologies doivent justifier la fréquence de leurs études complètes et les raisons pour lesquelles elles ne sont pas réalisées dans les délais idéaux (par exemple, en raison de contraintes financières ou de capacités). ¹⁷ | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Les principes de l'OIT sur la mise à jour des estimations du salaire vital sont-ils respectés conformément à la compréhension de WageMap comme indiqué dans les directives de notation ? | « Des ajustements réguliers pour tenir compte de l'évolution du coût de la vie et des modes de consommation. » ¹⁸ | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 1.2.5 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Les estimations du salaire vital sont-elles recalculées au moins tous les 5 ans avec de nouvelles données pour la majorité des catégories de coûts ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Les mises à jour de l'inflation sont-elles appliquées en utilisant des catégories spécifiques d'inflation applicables aux catégories de coûts dans l'estimation du salaire vital ? | Les mises à jour de l'inflation ne s'appliquent qu'à des sources de données nationales et régionales spécifiques, non mises à jour annuellement. Si certaines catégories de coûts utilisent des données mises à jour à partir de sources nationales moins de cinq ans, les catégories non mises à jour pour l'année et devant être indexées sur l'inflation doivent être indexées selon le taux d'inflation approprié à cette catégorie de coûts. | Rencontré / Non rencontré |

¹⁷IDH, Révision des critères de reconnaissance des méthodologies de référence du salaire vital, https://www.idhsustainabletrade.com/uploaded/2024/10/IDH_Recognition_Criteria_7.9.pdf

¹⁸OIT, Conseil d'administration, 350e session, Genève, 4-14 mars 2024 Section de l'élaboration des politiques Segment sur l'emploi et la protection sociale Date : 5 mars 2024, Rapport de la réunion d'experts sur les politiques salariales, y compris les salaires décents (Genève, 19-23 février 2024)

| Au-delà de la conformité | | |
|---|--|---------------------------|
| 6. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 1.2.5 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |
| 7. Toutes les données sont-elles mises à jour annuellement ? | Toutes les données sont collectées au moins une fois par an et répondent, durant cette période, aux exigences de rigueur académique suggérées, indiquant la conformité aux sections 1.1.2 et 1.1.3. Il doit s'agir de nouvelles données primaires collectées et, si des sources secondaires sont utilisées, celles-ci doivent avoir mis à jour les nouvelles données primaires chaque année. | Rencontré / Non rencontré |
| 8. Dans les zones où l'inflation est extrême, des mises à jour trimestrielles sont-elles appliquées aux estimations ? | Conformément aux directives du FMI sur les niveaux d'inflation élevés, cette mesure s'appliquerait aux pays où l'inflation est supérieure à 25 %. Dans les zones de conflit, les taux d'inflation ne sont pas suffisants pour les mises à jour trimestrielles, et d'autres données doivent être collectées. Nous reconnaissons que cela ne sera souvent pas possible dans les zones de conflit élevé en raison de la nécessité de garantir la sécurité des personnes chargées de la collecte des données. | Rencontré / Non rencontré |

1.3 Taille de la famille et nombre de travailleurs par famille et heures de travail

Le salaire vital est un concept familial. Nous reconnaissons que toutes les familles ne sont pas constituées de la même manière et, par conséquent, nous faisons référence au ménage familial lorsque nous évoquons la taille de la famille. Cela permet aux estimations de tenir compte des préférences culturelles locales, par exemple lorsque les travailleurs vivent dans des ménages familiaux élargis et que le coût de la vie est partagé conformément aux préférences culturelles et aux normes locales. En se concentrant sur les ménages familiaux plutôt que sur l'ensemble des ménages, les données se concentrent exclusivement sur les familles (liées par le sang ou par des liens légaux) et tiennent compte du fait que la définition de la famille peut varier selon les contextes culturels.

Les ménages monoparentaux doivent également être pris en compte lors de la détermination du nombre d'adultes et de travailleurs par famille. Cependant, compte tenu de la prévalence actuelle des ménages monoparentaux, il ne semble pas que le nombre total d'adultes et de travailleurs par famille soit globalement impacté.

Outre la taille de la famille, le nombre de travailleurs comptabilisés par famille a un impact considérable sur la variabilité des estimations du salaire vital. Lors de la consultation sur cette norme de référence, WageMap a reçu des commentaires partagés, selon lesquels le salaire vital devrait être estimé avec un seul soutien de famille, et selon lesquels une famille est généralement subvenue à plusieurs travailleurs, ce qui implique de prendre en compte les réalités locales du nombre de travailleurs par famille dans un lieu donné. Pour pallier cette absence de consensus sur le nombre de travailleurs par famille, nous avons intégré les deux options dans la norme de référence. Ainsi, les utilisateurs des données peuvent accéder aux deux mesures et bénéficier d'estimations comparables, tout en leur laissant la possibilité de choisir l'option la plus adaptée à leur situation. Des révisions ultérieures pourraient apporter une position plus définitive sur cette question, mais la norme de référence étant conçue pour être soutenue par le consensus majoritaire des parties prenantes, cette version vise à reconnaître et à proposer des lignes directrices pour les deux approches.

Ce chapitre est axé sur quatre sous-sections :

1. Taille du ménage familial – Général
2. Taille de la famille – Nombre d'adultes et d'enfants
3. Nombre de travailleurs par famille
4. Horaires de travail

| 1.3.1 : Taille du ménage familial – Généralités (7 questions) | | |
|---|---|---------------------------|
| Questions | Explication | Évaluation |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. L'estimation du salaire vital fournit-elle des informations transparentes sur les calculs et les sources de données permettant d'estimer la taille de la famille ? | Toutes les estimations du salaire vital doivent fournir un raisonnement rigoureux et des sources de données permettant d'estimer la taille des familles dans chaque lieu à un moment donné. Si une méthodologie | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|--|---|---------------------------|
| | <p>maintient les valeurs constantes au-delà d'une année, elle doit indiquer l'année d'origine des données.</p> <p>Si le salaire vital est estimé à l'aide d'une moyenne pondérée du coût de la vie pour différents types de familles, où le coût de la vie pour tous les types est estimé, l'estimation représentative doit fournir des informations transparentes sur la taille de la famille à laquelle correspond le coût moyen pondéré final.</p> | |
| 2. Si le salaire vital est estimé à l'aide d'une moyenne pondérée de la population sur différents types de familles où les coûts de la vie pour tous les types sont estimés, l'estimation représentative fournit-elle des informations transparentes sur la taille de la famille qu'ils représentent ? | Les méthodologies qui évaluent le coût de la vie pour la grande variété de types de familles présents dans une zone géographique et qui utilisent ensuite une pondération de population basée sur la prévalence d'un type de famille particulier dans une zone géographique donnée, devraient partager publiquement la taille de la famille qui correspond à ce taux mixte final pour garantir la comparabilité internationale. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 1.3.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. La taille typique d'une famille se concentre-t-elle sur un nombre statistiquement précis d'adultes et d'enfants dans une famille parmi les familles constituées ? | Au minimum, le taux de fécondité devrait être utilisé dans tous les cas. | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Si une moyenne pondérée de la population donne une taille de famille différente de la taille d'une famille typique, ce chiffre est-il ajusté pour être représentatif d'une taille de famille typique ? | Comme décrit dans la section « Exigences de conformité 2 » ci-dessus, si une moyenne pondérée du coût de la vie pour la population est corrélée à une taille de famille différente des données sur la taille de famille type, le chiffre doit être ajusté pour tenir compte de cette différence de manière transparente et avec une marge d'erreur de +/- 5 % par rapport aux résultats d'une « famille type ». Cette étape est essentielle pour garantir la comparabilité des données. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 6. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 1.3.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |

| | | |
|--|---|---------------------------|
| 7. La taille du ménage familial est-elle utilisée pour estimer la taille d'une famille ? | Lors de l'estimation de la taille d'une famille, il convient d'adopter une approche familiale, car dans certains pays, une famille est définie et typique au-delà des limites d'une famille nucléaire. Le salaire vital doit respecter les pratiques culturelles locales dans les régions où ce type de structure familiale est suffisamment important pour agrandir la famille. Parmi ces compositions familiales, il ne faut pas présumer qu'il n'y a que deux adultes dans le ménage. La taille des ménages, lorsqu'elle est utilisée, doit clairement distinguer le nombre d'adultes, d'enfants et d'adultes en âge de travailler par rapport aux adultes à charge dans une famille type. Une approche statistique doit être appliquée. | Rencontré / Non rencontré |
|--|---|---------------------------|

1.3.2 : Taille de la famille – Nombre d'adultes et d'enfants (8 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|--|---|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Le salaire vital estime-t-il le nombre d'adultes et d'enfants dans une famille ? | Pour travailler vers la conformité aux exigences d'évaluation des adultes et des enfants, cela peut être évalué soit avec un modèle <i>familial</i> , soit avec un modèle de ménage familial. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Les données et la méthode de calcul permettant d'estimer le nombre d'enfants par famille sont-elles clairement fournies ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Les données sont-elles spécifiques à la géographie de l'estimation au moins au niveau du pays ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 4. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 1.3.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Les données permettant d'estimer la composition familiale sont-elles informées par la composition typique réelle plutôt que par des scénarios familiaux « modèles » arbitraires ? | La composition familiale doit se fonder sur la composition typique réelle des familles avec enfants et ne doit pas refléter les conceptions que les chercheurs se font des familles. Par conséquent, il est impossible d'utiliser des seuils et des plafonds quant au nombre d'adultes et d'enfants, et il convient d'adopter une approche statistique. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |

| | | |
|---|---|---------------------------|
| 6. Toutes les exigences de conformité et les exigences de conformité pour la section 1.3.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |
| 7. Des tailles et des compositions familiales spécifiques au niveau local sont-elles appliquées ? | Les données sur la taille des familles sont collectées au niveau de la zone géographique couverte par l'estimation du salaire vital. Cela signifie que les données relatives à une sous-région ou à une petite zone sur la taille des familles doivent être appliquées aux estimations du salaire vital couvrant cette zone plutôt qu'aux données nationales. | Rencontré / Non rencontré |
| 8. Le nombre d'enfants dans une famille ou un ménage familial est-il évalué en excluant les données s'appliquant aux ménages sans famille ? | Lorsque les taux de fécondité sont utilisés pour évaluer le nombre d'enfants par famille, les estimations tiennent compte de l'exclusion des ménages sans enfants de la même manière que celle effectuée avec les adultes au point 4 de la conformité ci-dessus. | Rencontré / Non rencontré |

1.3.3 : Nombre de travailleurs par famille (10 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|--|----------------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les moyens de calcul du nombre typique de travailleurs par famille/ménage familial sont-ils transparents avec des sources de données référencées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Le nombre de travailleurs supposés est-il clairement indiqué ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Le nombre de travailleurs dans la famille répond-il au minimum aux critères de l'IDH concernant la prise en compte des taux d'emploi ? | « Il faut prendre en compte le nombre attendu d'adultes actifs dans une famille en divisant le coût de la vie total par 1 + le taux d'emploi. De plus, un salaire vital qui prend en compte un seul revenu en divisant le coût de la vie total par 1 pour représenter le revenu d'une famille de taille moyenne est également accepté. » Si des données supplémentaires sur le taux d'emploi, telles que la participation au marché du travail et l'emploi à temps partiel, sont utilisées, cette condition est toujours remplie. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|---|------------------------------|
| 4. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 1.3.3 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Le nombre de travailleurs par famille est-il mis à jour chaque année sur la base d'une moyenne mobile sur 10 ans des données collectées afin de réduire la volatilité ? | <p>Les données permettant d'évaluer le nombre typique de travailleurs par famille varient en fonction des taux d'activité, d'emploi à temps partiel et de chômage. Compte tenu de l'influence considérable de ces chiffres sur les estimations du salaire vital, le nombre de travailleurs calculé dans une zone géographique donnée doit être basé sur une moyenne mobile sur dix ans et mis à jour annuellement. Cela limite l'impact de chocs temporaires sur les estimations du salaire vital, qui introduiraient une volatilité inutile.</p> <p>Si les données ne sont pas disponibles pour les 10 années, une moyenne des données disponibles sur ces 10 années peut être utilisée.</p> | Rencontré / Non rencontré |
| 6. Si l'on utilise un modèle de ménage familial, les adultes à charge sont-ils exclus du total des adultes disponibles pour travailler dans un ménage familial ? | Les statistiques sur la probabilité de travail ne devraient s'appliquer qu'aux adultes en âge de travailler au sein du ménage familial. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 8. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 1.3.3 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |
| 9. La méthodologie d'estimation fournit-elle des estimations du salaire vital pour le nombre typique de travailleurs ainsi que des données pour un seul travailleur pour subvenir aux besoins de la famille ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 10. Le taux de prévalence des familles monoparentales dans la zone géographique estimée est-il partagé avec l'estimation du salaire vital et le nombre de travailleurs supposés ? | | Rencontré / Non rencontré |

1.3.4 : Horaires de travail (6 questions)

Cette section s'applique uniquement à ceux qui estiment le salaire vital sous forme de taux horaire.

| Questions | Explication | Évaluation |
|--|--|------------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les heures de travail reflètent-elles une semaine de travail typique dans la géographie ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Toutes les heures supplémentaires sont-elles exclues des estimations du salaire vital ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 1.3.4 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Les heures de travail sont-elles estimées à 48 heures par semaine ou moins ? | Les heures de travail ne doivent pas dépasser 48 heures par semaine, conformément à la Convention 30 de l'OIT. ¹⁹ | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 5. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 1.3.4 sont-elles respectées ? | | Atteint/Non atteint |
| 6. Les vacances et les congés habituels sont-ils pris en compte dans le salaire vital ? | | Rencontré / Non rencontré |

1.4 Comptabilisation des prestations publiques

Il est important de noter que, pour la comptabilisation des prestations publiques, la norme de référence WageMap ne prend en compte que les prestations qui réduisent le coût de la vie pour un travailleur, indépendamment des mesures prises par son employeur. Les prestations offertes par le gouvernement, mais accessibles uniquement si un employeur les met à la disposition des travailleurs, peuvent néanmoins être prises en compte pour mesurer les écarts de salaire vital pour certains

¹⁹ https://normlex.ilo.org/dyn/nrmlx_fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID:312175

employés. Cependant, ces types de prestations seront traités dans les directives de la norme de référence, car elles sont spécifiques à chaque employeur, et non dans la norme de référence, où les estimations devraient s'appliquer à tous les employeurs de chaque zone géographique.

Cette section comprend deux sous-sections :

1. Applicabilité et accessibilité des prestations publiques
2. Comptabilisation des prestations publiques

| 1.4.1 : Applicabilité et accessibilité des prestations publiques (6 questions) | | |
|---|---|---------------------------|
| Questions | Explication | Évaluation |
| Exigences de conformité | | |
| 1. Les prestations publiques sont-elles accessibles à ceux qui ont un salaire décent, pris en compte dans l'estimation du salaire décent ? | Les estimations du salaire vital doivent tenir compte du coût de la vie, y compris les économies réalisées grâce aux prestations sociales, aux économies d'impôt et aux mesures de sécurité sociale/retraite, mais uniquement lorsque tous les travailleurs percevant un salaire vital y ont droit. Des prestations complémentaires liées au revenu peuvent également être envisagées, à condition que la famille de référence utilisée pour calculer le salaire vital soit admissible selon les critères du programme. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Les prestations publiques sont-elles comptabilisées et vérifiées pour garantir l'accessibilité des travailleurs dans la zone géographique couverte ? | L'accessibilité des prestations publiques doit être évaluée à l'aide de critères clairs tels que définis dans les directives de notation de cette norme de référence. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 1.4.1 sont-elles respectées ? | | Atteint/Non atteint |
| 4. Les prestations publiques sont-elles comptabilisées et vérifiées afin de garantir | Les prestations offertes qui sont disponibles et accessibles à tous, mais pour lesquelles l'offre n'est pas suffisante pour répondre à la demande, | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|---|---------------------------|
| qu'une offre suffisante est disponible pour répondre à la demande ? | peuvent ne pas être incluses pour réduire les coûts dans une estimation du salaire vital. | |
| 5. L'estimation offre-t-elle une transparence sur les écarts par rapport aux prestations gouvernementales ? | | |
| 6. Lors de la comptabilisation des prestations publiques, a-t-on veillé à ce qu'il n'y ait pas d'obstacles supplémentaires à l'accès des travailleurs à un salaire décent ? | <p>L'accessibilité des prestations publiques doit être évaluée au minimum à l'aide de critères clairs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obstacles administratifs - enregistrement complexe ou obstacles juridiques entraînant une faible utilisation. - Coûts cachés - dépenses personnelles pour l'utilisation de services « gratuits ». - Qualité et fiabilité - sont-ils d'une qualité suffisante pour un niveau de vie décent ? | Rencontré / Non rencontré |

1.4.2 : Comptabilisation des prestations publiques (1 question)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|-------------|---------------------------|
| Exigences de conformité | | |
| 1. Les prestations publiques sont-elles comptabilisées en fonction des économies réalisées par les travailleurs par rapport aux prix typiques du marché ? | | Rencontré / Non rencontré |

Chapitre 2 : Éléments du coût de la vie

Les éléments inclus dans le coût de la vie doivent au minimum être conformes aux considérations générales de l'OIT qui stipulent : « Les méthodes d'estimation du salaire vital devraient se fonder sur l'identification et l'évaluation d'un panier de biens, en utilisant les prix locaux des coûts d'au moins les composantes suivantes : alimentation, logement, santé et éducation, et autres biens et services nécessaires, conformément aux circonstances nationales. Ce panier devrait assurer un niveau de vie décent au travailleur et à sa famille. Pour certains éléments de ce panier, les normes internationales sont bien établies et devraient être utilisées. »²⁰

Les critères de reconnaissance de l'IDH tels qu'énoncés ici doivent présenter une exigence de conformité à toutes les estimations du salaire vital par rapport à cette norme de référence.

Les organismes d'estimation du salaire vital doivent détailler de manière transparente les frais de subsistance inclus dans le calcul des estimations du salaire vital, conformément aux exigences énumérées dans la COICOP 2018. Les catégories de dépenses typiques sont les suivantes, mais d'autres éléments peuvent être ajoutés en fonction du contexte local :

1. Aliments nutritifs
2. Vêtements et chaussures
3. Logement (y compris les frais de location, d'entretien et d'ameublement)
4. soins de santé
5. Transport
6. Information et communication
7. Loisirs, sport et culture
8. Services éducatifs
9. Services de restauration et d'hébergement

²⁰OIT, Conseil d'administration, 350e session, Genève, 4-14 mars 2024 Section de l'élaboration des politiques Segment sur l'emploi et la protection sociale Date : 5 mars 2024, Rapport de la réunion d'experts sur les politiques salariales, y compris les salaires décents (Genève, 19-23 février 2024)

10. Assurances et services financiers
11. Soins personnels et autres aspects liés au genre (par exemple, produits sanitaires)
12. Soins (enfant+aîné)*
13. Autre
14. Une petite marge pour les événements imprévus

Les organismes d'estimation du salaire vital doivent fournir une explication sur les raisons pour lesquelles ils n'incluent pas certaines rubriques, par exemple la garde d'enfants .

2.1 Aliments nutritifs

| 2.1.1 : Nutrition (7 questions) | | |
|---|---|---------------------------|
| Questions | Explication | Évaluation |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les besoins caloriques sont-ils en moyenne de 2 100 calories par personne dans la famille ? | Si les besoins caloriques sont différents en raison de la spécificité de l'industrie, comme décrit au point 4 ci-dessous, cela répond également à l'exigence. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Les régimes alimentaires modèles sont-ils nutritifs et variés, prenant en compte les macro et micronutriments appropriés, comme le recommandent les directives de l'OMS, ainsi que le sucre, les produits laitiers, le sel, les fruits et les légumes appropriés ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.1.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|---|---------------------------|
| 4. Les besoins caloriques sont-ils conformes aux directives de l'OMS pour les adultes et les enfants, compte tenu de la taille, du poids, des niveaux d'activité et des âges typiques au sein de la géographie et de la famille modèle ? | Les personnes répondant à cette exigence peuvent déroger à la première exigence de 2 100 calories par personne et par famille. Si la moyenne de 2 100 calories a été appliquée et vérifiée pour s'assurer que ce montant correspond également aux calories requises de cette manière plus détaillée, le chiffre de 2 100 calories est acceptable. | Rencontré/Non rencontré |
| 5. Si les niveaux de calories sont désignés pour une industrie spécifique où les niveaux d'activité sont supérieurs ou inférieurs aux niveaux typiques de la géographie globale, cette applicabilité spécifique à l'industrie est-elle clairement indiquée et, dans le cas contraire, les exigences sont-elles représentatives de la géographie globale ? | Dans certains cas, les études sectorielles peuvent ne pas être représentatives d'une zone géographique donnée, mais être parfaitement adaptées aux employeurs de ce secteur. Si les estimations ne sont pas sectorielles et que le critère 3 ci-dessus est rempli, ce critère est également considéré comme rempli. | Rencontré/Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 6. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 2.1.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |
| 7. Si le régime alimentaire du gouvernement local/national est plus cher qu'un régime alimentaire respectant exclusivement les directives de l'OMS, le régime alimentaire local/national est-il utilisé (en supposant qu'il soit dans les paramètres des limites de l'OMS) ? | | Rencontré / Non rencontré |

2.1.2 : Variabilité et applicabilité locale du régime alimentaire (7 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|-------------|------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |

| | | |
|--|---|---------------------------|
| 1. Les principales catégories d'aliments d'un régime alimentaire modèle comprennent-elles plusieurs éléments dans chaque catégorie ? | Ces calculs peuvent être basés sur des calculs nationaux, mais doivent inclure plusieurs types d'aliments pour chaque catégorie. Par conséquent, un seul type de coût de fruit collecté comme représentatif de tous les fruits du régime alimentaire ne répondrait pas à cette exigence. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Des informations transparentes sont-elles fournies en tenant compte de la manière dont les ingrédients appropriés aux préférences locales ont été établis et en rendant les informations sur ces ingrédients accessibles au public pour chaque catégorie d'aliments tarifés ? | Ce document détaille la manière dont la méthodologie a évalué les aliments appropriés dans un lieu donné. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.1.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Les régimes alimentaires sont-ils conçus pour garantir une alimentation locale culturellement appropriée et savoureuse ? | Cela garantit que les ingrédients qui sont importants dans le tissu culturel d'un lieu, mais qui ne sont peut-être pas les ingrédients les moins chers pour la nutrition, sont inclus dans les régimes alimentaires modèles. | Rencontré / Non rencontré |
| 5. le gaspillage alimentaire typique, la détérioration et les portions non comestibles des aliments achetés, sur la base de données objectives sur les marges nécessaires dans un pays ? | Cela peut être basé sur des directives nationales concernant le gaspillage/la détérioration des aliments/les portions non comestibles des aliments achetés, ou sur des études détaillées basées sur des ingrédients spécifiques dans le panier où les portions non comestibles sont pesées. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 6. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 2.1.2 sont-elles respectées ? | | Atteint/Non atteint |
| 7. Un régime alimentaire robuste et détaillé est-il créé avec au moins 2 à 3 éléments par groupe alimentaire subsidiaire qui reflète les pratiques et les préférences locales ? | Des preuves doivent être fournies sur la manière dont un régime alimentaire plus large a été influencé par les préférences locales, y compris l'utilisation des groupes de discussion, les régimes alimentaires nationaux, etc. Des groupes alimentaires subsidiaires sont définis, par | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|--|--|---------------------------|
| | exemple au niveau des légumes à feuilles vertes dans les légumes. | |
| 2.1.3 : Collecte des prix (7 questions) | | |
| Questions | Explication | Évaluation |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les prix des denrées alimentaires sont-ils collectés aux endroits où les travailleurs à bas salaires d'une région achètent généralement de la nourriture ? | Cette règle s'applique aux marchés où les coûts sont les plus faibles et sont généralement fréquentés par les travailleurs, et interdit la collecte de données uniquement dans les grandes épiceries ou les marchés en ligne si les travailleurs n'y font généralement pas leurs achats. Lorsque les grandes épiceries ou les détaillants en ligne constituent la source d'achat habituelle dans une zone géographique donnée, ces derniers doivent être les principaux lieux de collecte de données utilisés pour la collecte des prix. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.1.3 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Lors de la collecte d'une gamme de prix alimentaires, les prix médians sont-ils utilisés pour représenter ce que les travailleurs peuvent généralement acheter la plupart du temps ? | Les prix bas ne sont pas toujours disponibles, et parfois même indisponibles là où le travailleur doit faire ses courses. Ainsi, lorsqu'une fourchette de prix est représentée, la médiane est proche de la cohérence entre les estimations et tient compte du fait que les prix les plus bas ne sont pas toujours atteints. | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Lorsque les données sur les prix des denrées alimentaires sont régionales ou nationales, des ajustements ont-ils été effectués si nécessaire ou vérifiés pour s'assurer qu'ils ne sont pas nécessaires, afin de reconnaître la variabilité des prix au sein d'un pays ou d'une région ? | | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|--|---------------------------|
| 5. Des données transparentes sont-elles fournies sur la manière dont les ajustements d'une zone géographique plus grande à une zone plus petite ont été appliqués ? | | Rencontré / Non rencontré |
| <i>Au-delà de la conformité</i> | | |
| 6. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 2.1.3 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |
| 7. Les prix des denrées alimentaires sont-ils collectés à différents moments de l'année pour donner une image précise de la saisonnalité des prix ? | | Rencontré / Non rencontré |

2.2 Logement

Le droit à un logement convenable est défini par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Ce droit humain établit les principes qui guident les exigences de la Norme de référence en matière de logement. Pour déterminer si les coûts de logement inclus dans une estimation du salaire vital sont appropriés, il convient d'évaluer si les logements pour lesquels les coûts sont collectés sont conformes aux directives du HCDH sur les aspects clés du droit à un logement convenable. Les aspects pertinents pour l'évaluation des coûts de logement sont énumérés ci-dessous :

- **Habitabilité** : Un logement adéquat doit offrir des éléments tels qu'un espace suffisant, une protection contre le froid, l'humidité, la chaleur, la pluie, le vent ou d'autres menaces pour la santé, les risques structurels et les vecteurs de maladies.
- **Disponibilité des services, matériaux, équipements et infrastructures** : Un logement n'est pas adéquat si ses occupants ne disposent pas d'eau potable, d'assainissement adéquat, d'énergie pour cuisiner, se chauffer et s'éclairer, d'installations sanitaires et de lavage, de moyens de stockage des aliments, d'élimination des déchets, etc.

- **Emplacement** : Un logement adéquat doit permettre l'accès à des possibilités d'emploi, à des services de santé, à des écoles, à des garderies et à d'autres équipements sociaux et ne doit pas être construit sur des sites pollués ni à proximité immédiate de sources de pollution.²¹
- **Accessibilité** : Le logement n'est pas adéquat si les besoins spécifiques des groupes défavorisés et marginalisés ne sont pas pris en compte (tels que les pauvres, les personnes confrontées à la discrimination, les personnes handicapées, les victimes de catastrophes naturelles).
- **Adéquation culturelle** : Un logement adéquat doit respecter et prendre en compte l'expression de l'identité culturelle et des modes de vie.²²

Lors de l'évaluation de la décence, les normes de logement de chaque localité doivent se fonder sur les perspectives locales de ce qui est considéré comme décent et acceptable, et ne pas être influencées par les normes d'autres pays.²³ Cependant, si un logement local couramment utilisé par des travailleurs rémunérés au salaire vital est jugé nocif pour la santé, le prix du logement doit être fixé en fonction d'options qui ne nuisent pas à la santé de l'occupant. Par exemple, un feu ouvert servant à cuisiner dans une cuisine n'est autorisé que s'il existe une ventilation adéquate ou des espaces de cuisson extérieurs, afin d'éviter les conséquences néfastes de l'inhalation de fumée sur la santé. Pour plus d'informations sur la garantie d'un logement sain et la vérification de la conformité des logements évalués à ces normes, cette norme de référence adhère à la publication de l'OMS sur les Principes sanitaires du logement.²⁴

Cette section comporte quatre sous-sections :

1. Logement décent
2. Taille du logement

²¹L'estimation du salaire vital ne permet pas de garantir cet élément. Par conséquent, si le lieu ne permet pas l'accès aux éléments listés, les frais de transport doivent inclure les fonds nécessaires à leur accès.

²²<https://www.ohchr.org/en/housing>

²³<https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/274939/9789241514705-eng.pdf>

²⁴chrome-

extension://efaidnbmnnnibpcajpcgclclefindmkaj/https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/39847/9241561270_eng.pdf?sequence=1&isAllowed=y

3. Loyers vs. accession à la propriété
4. Services publics, ameublement, assurance, entretien et réparations, taxes et services et frais obligatoires

2.2.1 : Logement décent (2 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|--|---|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les estimations de prix des logements en fonction du salaire vital répondent-elles aux exigences du HCDH sur les aspects clés du droit à un logement convenable ? | La taille du logement doit être suffisante pour répondre aux normes de décence prévues par les lois et directives locales. C'est ce que l'on appelle souvent « un logement suffisant ». | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Les estimations du prix des logements en fonction du salaire vital sont-elles conformes à la publication de l'OMS sur les principes de santé du logement ? | | Rencontré / Non rencontré |

2.2.2 : Taille du logement (7 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|--|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Le logement est-il suffisamment grand pour répondre aux normes locales de décence ? | La taille du logement doit être suffisante pour répondre aux normes de décence prévues par la législation locale. On parle souvent de « logement suffisant » du point de vue des droits humains. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Les décisions concernant la taille des logements sont-elles clairement énoncées, ainsi que les sources qui guident ces décisions ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.2.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|--|---------------------------|
| 4. La taille du logement est- elle conforme aux directives d'ONU-Habitat selon lesquelles un logement adéquat doit garantir neuf mètres carrés d'espace habitable par personne et pas plus de trois personnes par pièce pour éviter les impacts négatifs du surpeuplement ? | Français Le surpeuplement tel que décrit par la Banque mondiale : « Les maisons surpeuplées, qui sont souvent classées comme des unités d'habitation de moins de neuf mètres carrés par personne ou avec plus de trois personnes occupant une pièce (par exemple, Blau et al. 2019 ; Gove et al. 1983 ; ONU-Habitat 2007), sont souvent associées à des effets néfastes sur la santé (par exemple, Bashir 2002 ; Cattaneo et al. 2009 ; Irfan et al. 2017 ; Krieger et Higgins 2002), à la violence (par exemple, Banque mondiale 1993) ou au sous-développement des enfants en raison d'un manque d'intimité (par exemple, Evans 2006 ; Goux et Maurin 2005). » ²⁵ | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 5. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 2.2.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |
| 6. Les directives locales en matière de logement décent au-delà des catégories de droits de l'homme sont-elles respectées ? | Par exemple, si un pays considère comme décence uniquement le fait que les enfants disposent d'une chambre séparée de celle de leurs parents et que les garçons et les filles ont leurs propres chambres, il peut être nécessaire d'exiger plus de pièces dans la maison que dans un pays où ces directives n'existent pas ou ne sont pas adaptées culturellement. | Rencontré / Non rencontré |
| 7. Si un modèle de ménage familial est mis en œuvre, le logement prévoit-il des pièces supplémentaires adaptées aux adultes supplémentaires présents dans le foyer ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 2.2.3 : Loyers vs. accession à la propriété (6 questions) | | |
| Questions | Explication | Évaluation |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les coûts mensuels du logement sont-ils établis en utilisant soit les loyers, soit les coûts amortis des logements occupés par leur propriétaire si les loyers ne sont pas | | Rencontré / Non rencontré |

²⁵Anglais : <https://documents1.worldbank.org/curated/en/370141635794493951/pdf/Présentation-de-l-Indice-de-logement-adéquate-IAH-Une-nouvelle-approche-pour-estimer-le-déficit-de-logement-adéquate-dans-et-entre-les-économies-émergentes.pdf>

| | | |
|---|---|---------------------------|
| facilement disponibles ? | | |
| Exigences de conformité | | |
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.2.3 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Les coûts du logement sont-ils basés soit sur les loyers du marché, soit sur les coûts amortis de la propriété du logement, soit sur un mélange des deux, en fonction de ce qui est typique pour les populations à bas salaires d'une région ? | Si l'on utilise un marché mixte locatif et d'accession à la propriété, il faut inclure une pondération en fonction de la prévalence des travailleurs à faibles revenus. Cette prévalence peut être évaluée à partir de statistiques nationales ou d'échantillons spécifiques à l'étude. | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Si l'accession à la propriété constitue une partie des estimations du coût du logement, les informations sont-elles fournies de manière transparente pour garantir qu'il n'existe pas d'obstacles à l'accession à la propriété qui empêcheraient les personnes disposant d'un salaire décent d'en bénéficier ? | Les obstacles courants incluent des apports importants ou une bonne cote de crédit. Si les loyers sont utilisés exclusivement, ces critères sont respectés. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 5. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 2.2.3 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |
| 6. Les prix des logements locatifs et occupés par leur propriétaire sont-ils évalués à des niveaux qui garantissent une disponibilité et une accessibilité suffisantes pour les travailleurs gagnant un salaire décent ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 2.2.4 : Services publics, ameublement, assurances, entretien et réparations, taxes et services et frais obligatoires (5 questions) | | |
| Questions | Explication | Évaluation |

| <i>Travailler vers les exigences de conformité</i> | | |
|--|---|---------------------------|
| 1. Les coûts du logement sont-ils conformes aux directives de l'IDH suggérant <u>au minimum l'inclusion</u> des coûts de location, d'entretien et d'ameublement ? | L'ameublement peut être comptabilisé dans la catégorie « Autres » dans certaines estimations. Ceci est acceptable à condition que ces coûts soient inclus. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Les estimations de prix des logements en fonction du salaire vital répondent-elles aux exigences du HCDH sur les aspects clés du droit à un logement convenable ? | | |
| <i>Exigences de conformité</i> | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.2.4 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Les estimations du salaire vital pour le logement incluent-elles les coûts des services publics ? | Services publics : comprenant le pétrole, le gaz, l'électricité, le combustible de cuisson et l'eau. L'eau potable doit être comptabilisée séparément dans la catégorie « alimentation » lorsque l'eau incluse dans les services publics n'est pas potable. Les services publics doivent également inclure certains services et charges obligatoires, tels que l'enlèvement des déchets, le cas échéant. | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Les frais de logement comprennent-ils l'assurance, l'entretien et les taxes ? | Lorsque ces coûts sont obligatoires, ou habituels et attendus pour une population disposant d'un revenu vital, ils doivent être inclus dans les coûts de logement. Si les loyers sont utilisés pour évaluer les coûts de logement, il est possible que les assurances, l'entretien et les réparations, ainsi que les taxes, ne soient inclus que s'ils ne sont pas déjà intégrés dans les loyers. S'il s'agit de coûts habituels et/ou obligatoires, que les loyers ne sont pas facilement accessibles et que les prix des logements sont donc évalués sur la base des logements occupés, ces coûts doivent être ajoutés aux estimations de loyers. | Rencontré / Non rencontré |

2.3 Soins de santé

Les soins de santé sont considérés comme faisant partie du droit à la santé, tel que défini par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Ce droit humain établit les principes qui guident les exigences de la norme de référence WageMap en matière de soins de santé. Pour déterminer si les coûts des soins de santé inclus dans une estimation du salaire vital sont adéquats, il convient d'évaluer si les services pour lesquels les coûts sont collectés permettent un accès à des soins conformes aux directives du HCDH sur les aspects clés du droit à la santé. Les aspects pertinents pour l'évaluation des coûts des soins de santé sont énumérés ci-dessous :

Accessibilité : Les installations, biens et services de santé doivent être abordables, accessibles physiquement et sur la base de la non-discrimination.

Disponibilité : Les installations, biens et services de santé publique et de soins de santé fonctionnels doivent être disponibles en quantité suffisante.

Acceptabilité : Les installations, les biens et les services doivent respecter l'éthique médicale, être sensibles au genre et culturellement appropriés.

Bonne qualité : Les installations, biens et services de santé doivent être scientifiquement et médicalement appropriés et en bon état de fonctionnement.

Droits : Les individus ont le droit de jouir du meilleur état de santé possible ; du droit à la prévention, au traitement et au contrôle des maladies ; de l'accès aux médicaments essentiels ; et de la santé maternelle, infantile et reproductive, entre autres droits.²⁶

De plus, les coûts des soins de santé ne devraient pas inclure des catégories de coûts exorbitants qui ne sont en aucun cas nécessaires à une bonne santé. Il peut s'agir de chirurgie esthétique facultative (à ne pas confondre avec les chirurgies

²⁶<https://www.ohchr.org/en/health/right-health-key-aspects-and-common-misconceptions>

reconstructives nécessaires) ou de voyages touristiques vers des destinations éloignées pour des soins dispensés localement à moindre coût, si ces soins locaux respectent les aspects du droit à la santé du HCDH mentionnés ci-dessus.

Cette section comporte deux sous-sections :

1. Qualité et accessibilité

2. Collecte et transparence des données – Généralités

| 2.3.1 : Qualité et accessibilité (5 questions) | | |
|--|--|---------------------------|
| Questions | Explication | Évaluation |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. L'estimation fournit-elle de manière transparente des détails sur la question de savoir si les travailleurs à bas salaires doivent généralement accéder à des soins de santé privés en plus des prestations publiques ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.3.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. L'estimation tient-elle compte de l'accessibilité des soins de santé disponibles pour une zone géographique donnée et à différents moments de besoin ? | Des vérifications ont-elles été effectuées pour s'assurer que les hôpitaux ou les cliniques ne sont pas trop éloignés pour être accessibles, ou que les cliniques ou pharmacies locales ne sont pas souvent sans personnel et donc indisponibles ? Si l'accès nécessite un long déplacement, le coût de ce déplacement doit être pris en compte dans le devis. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 4. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 2.3.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |

| | | |
|--|--|---------------------------|
| 5. Lorsqu'il existe des preuves suggérant que les dépenses de santé privées complémentaires sont nécessaires et courantes, ces coûts sont-ils inclus ? | | Rencontré / Non rencontré |
|--|--|---------------------------|

2.3.2 : Collecte de données et transparence – Généralités (8 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|--|---|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les coûts typiques à la charge de la famille modèle ainsi que les coûts d'assurance lorsque le gouvernement ne fournit pas un accès gratuit ou facilement accessible aux soins de santé sont-ils inclus dans les estimations des soins de santé ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.3.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Le recours habituel à l'assurance maladie comme moyen d'accès à des soins de santé adéquats est-il pris en compte dans l'estimation du salaire vital ? | Lorsqu'il est courant de souscrire une assurance maladie en complément des soins publics afin d'accéder à des soins conformes aux directives du HCDH, les coûts de l'assurance maladie doivent être inclus en plus des frais à la charge du patient, même dans les pays où les soins de santé publics sont disponibles. Si le recours à l'assurance maladie n'est pas courant dans chaque zone géographique de l'estimation, ces coûts peuvent être exclus et l'exigence considérée comme satisfaite. | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Les coûts de l'assurance maladie couvrent-ils les plans qui garantiraient un accès adéquat aux soins de santé ? | Les régimes d'assurance maladie étant très variables, le niveau choisi doit être jugé suffisant. Cela signifie que les services essentiels tels que les consultations d'urgence, les soins préventifs, les examens, les consultations chez le spécialiste, les ordonnances, etc., doivent être inclus dans la couverture si les soins publics ne couvrent pas ces coûts. Cela peut impliquer de proposer un tarif plus élevé que celui | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|--|---------------------------|
| | généralement utilisé par les personnes à faibles revenus qui n'ont actuellement pas un accès adéquat aux soins de santé. Par exemple, un régime ne couvrant que les besoins essentiels ou les catastrophes. S'il existe des marchés nationaux proposant des recommandations en matière de décence, ceux-ci peuvent être consultés pour éclairer les décisions. | |
| 5. Les coûts estimés des soins de santé sont-ils adéquats pour la famille de référence à toutes les étapes de la vie ? | Les coûts des soins de santé doivent être adaptés à la taille de la famille de référence à tous les stades de la vie et doivent donc inclure les coûts prévisibles qui pourraient ne pas survenir chaque année, par exemple les coûts liés à la grossesse et à l'accouchement. Ceci est essentiel pour la santé maternelle et est conforme aux recommandations de l'OIT visant à intégrer une perspective d'égalité des sexes dans les estimations du salaire vital. | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 6. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 2.3.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré/Non rencontré |
| 7. Les coûts des soins de santé sont-ils évalués au-delà des données sur les dépenses pour répondre à la norme de décence établie par le HCDH ? | Les coûts des soins de santé inclus ne se fondent pas uniquement sur les données de dépenses. Ils doivent plutôt être évalués afin de garantir leur adéquation, conformément aux principes régissant l'accès à la santé en tant que droit humain. Cette évaluation doit garantir l'accès des travailleurs aux soins de santé et tenir compte des cas où les soins de santé fournis par le gouvernement ne répondent pas aux normes de décence établies par le HCDH. | Rencontré / Non rencontré |
| 8. Les coûts à la charge des patients sont-ils estimés conformément à ceux typiques des travailleurs bénéficiant de la même combinaison de prestations publiques et de régimes d'assurance maladie que ceux qui ont été inclus dans le coût global d'accès aux soins de santé ? | Si un niveau spécifique d'assurance maladie est utilisé dans les estimations du salaire vital, les frais à la charge du patient doivent correspondre à ceux généralement supportés par les travailleurs utilisant le niveau d'assurance maladie sélectionné. | Rencontré / Non rencontré |

2.4 Transport

Les principes qui guident les estimations des coûts de transport exigent que chaque travailleur puisse se déplacer localement pour accéder aux soins de santé, se rendre au travail, scolariser ses enfants et participer à la vie culturelle de base, par exemple pour se rendre à des institutions religieuses ou à des activités communautaires. Il est important de noter que certains déplacements, comme les vacances et les jours fériés, ne seraient pas considérés comme une nécessité culturelle dans la plupart des régions du monde. Par conséquent, si ces types de coûts sont intégrés dans les estimations des coûts de transport liés au salaire vital, ils doivent être dûment justifiés comme relevant de la décence élémentaire pour participer aux activités sociales attendues, conformément aux exigences du lieu précis où les estimations ont été établies. Généralement, ces coûts sont exclus afin de privilégier une prestation de transport de base, mais décente, dans une optique de droits humains.

Ce chapitre comporte une sous-section.

1. Évaluation des coûts de transport

| 2.4.1 : Évaluation des transports (7 questions) | | |
|--|--|---------------------------|
| Questions | Explication | Évaluation |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les informations concernant le type de transport inclus dans l'estimation du salaire vital sont-elles accessibles au public ? | Les méthodologies rendent public ce qui est couvert par ces coûts, y compris le mode de transport considéré, les moyens d'évaluation du coût et les déplacements couverts dans le cadre du montant alloué. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.4.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Le type de transport inclus dans le coût global dans la géographie est-il adéquat pour respecter les lois locales ? | Les lois locales en matière de sécurité et de légalité doivent être prises en compte et respectées. Les transports non conformes ne peuvent être pris en compte pour l'estimation des coûts de transport dans le calcul du salaire vital. Par exemple, bien que les motos soient | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|--|--------------------------------------|
| | <p>autorisées dans certaines régions, dans les zones où il est illégal d'avoir des enfants sur une moto, une autre solution doit être utilisée pour estimer les coûts de transport.</p> | |
| <p>4. Les transports publics sont-ils utilisés pour indiquer les coûts de transport dans les zones où ils sont largement disponibles, accessibles, adéquats pour les déplacements essentiels et généralement utilisés par les travailleurs percevant un salaire décent comme principal moyen de transport ?</p> | <p>Lorsque les transports publics sont largement disponibles, abordables et accessibles/adéquats, et lorsque les transports publics sont la méthode traditionnelle utilisée, les coûts des transports publics doivent être appliqués.</p> | <p>Rencontré / Non rencontré</p> |
| <p>5. Des augmentations des coûts des transports publics sont-elles ajoutées, lorsque cela est nécessaire, pour garantir aux travailleurs l'accès aux droits humains fondamentaux et aux normes culturelles ?</p> | <p>Des justificatifs doivent être fournis expliquant pourquoi les transports publics constituent le seul moyen de transport adéquat, sans ajout de frais de transport supplémentaires. Des frais de transport privé supplémentaires ou alternatifs doivent être ajoutés si les transports publics dans chaque zone géographique ne sont pas adéquats, abordables et accessibles. Lorsque les transports publics sont insuffisants et donc rarement utilisés, les coûts du transport privé doivent être estimés en fonction des pratiques et de la législation locales. Des preuves doivent être apportées quant à leur pertinence dans chaque zone géographique de choix de transport.</p> <p>Lorsque le transport privé est pris en compte dans une estimation du salaire vital, le coût du véhicule et sa durée d'utilisation, l'entretien, le carburant, l'assurance, les taxes et les frais réglementaires doivent tous être pris en compte dans le coût du transport privé.</p> | <p>Rencontré / Non rencontré</p> |
| <p>6. Les coûts de transport sont-ils évalués dans les zones à faible coût au sein de la géographie d'une estimation où d'autres données sur le coût de la vie ont été collectées, et différenciés par les différences rurales/urbaines/suburbaines lorsqu'elles existent ?</p> | <p>Les coûts de transport doivent être applicables à la zone où sont calculés les coûts de logement et autres coûts. Autrement dit, si un logement à moindre coût situé hors d'une zone desservie par les transports en commun est utilisé pour calculer le coût du logement dans une estimation du salaire vital comme distance de déplacement, il n'est pas permis de supposer que les travailleurs utilisent des moyens de transport non disponibles dans ces zones à moindre coût. La zone de déplacement supplémentaire doit être prise en compte dans les coûts de transport.</p> | <p>Rencontré / Non rencontré</p> |

| | | |
|--|--|------------------------------|
| 7. sont-elles analysées non pas au niveau national, mais au niveau local qui s'applique aux estimations du salaire vital ? | | Rencontré / Non rencontré |
|--|--|------------------------------|

2.5 Soins – Garde d'enfants/soins aux personnes âgées

WageMap a estimé que les soins constituent une catégorie nécessaire à inclure dans les estimations du salaire vital. Cette catégorie n'a pas été universellement incluse par le passé, ou l'a parfois été partiellement via les coûts de l'éducation. Cependant, WageMap, et la réponse massive des parties prenantes consultées, interprète les principes de l'OIT comme signifiant que les coûts des soins doivent être inclus dans les estimations de la décence pour tous les travailleurs. De plus, l'OIT, dans sa propre méthodologie d'estimation du salaire vital, précise : « L'OIT cherchera à identifier d'éventuels biais sexistes involontaires dans les différentes parties de la méthodologie, y compris dans les estimations des besoins (notamment en ce qui concerne les soins) ». Nous faisons spécifiquement référence aux principes de l'OIT stipulant que les estimations du salaire vital devraient :

« Garantir l'égalité des sexes et la non-discrimination : les politiques salariales et les mécanismes de fixation des salaires doivent promouvoir l'égalité des sexes, l'équité et la non-discrimination. »

Étant donné que les femmes sont affectées de manière disproportionnée par les responsabilités familiales, et que cela a un impact significatif sur leur capacité à travailler et à gagner un salaire décent, il est essentiel que la norme de référence WageMap prévoie les fonds nécessaires à la prise en charge des soins afin de se conformer à ce principe de l'OIT. De plus, comme de nombreuses estimations du salaire vital prennent en compte plus d'un travailleur par famille, il est impossible qu'un salaire vital qui ne prenne pas en compte les coûts de garde puisse assurer un revenu décent lorsqu'un parent doit quitter le marché du travail pour s'occuper d'un enfant si ces coûts ne sont pas pris en compte.

De plus, cette norme de référence aborde les approches de gestion des coûts des soins lorsque le manque d'accessibilité financière entraîne une pénurie de soins. Elle propose ainsi des orientations pour la création d'indicateurs de coûts des soins

lorsque les marchés sont peu développés. S'agissant d'une exigence complexe, nous avons proposé une démarche permettant de satisfaire à toutes les exigences en matière de données et de recherche, comme expliqué à la page suivante.

Cette section comporte trois sous-sections.

2. Assurer une garde d'enfants en temps opportun
3. Soins aux personnes âgées/Retraite
4. Reconnaître un cycle de vie de soins

2.5.1 : Assurer une garde d'enfants en temps opportun (8 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|--|---|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Un plan de prise en compte des frais de garde d'enfants avec un calendrier clair de mise en œuvre est-il disponible si les frais de garde d'enfants ne sont pas actuellement inclus dans l'estimation ? | Un plan devrait être disponible pour tenir compte des dépenses de soins dans les estimations futures du salaire vital. Si les frais de garde d'enfants sont inclus, ils sont enregistrés comme étant couverts. | Rencontré/Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.5.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Les frais de garde d'enfants sont-ils inclus dans l'estimation du salaire vital ? | La garde d'enfants devrait être incluse dans toutes les estimations du salaire vital ou, au minimum, l'exclusion de cette catégorie de coûts devrait être expliquée. | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|--|--|---------------------------|
| 4. Les estimations de frais de garde d'enfants sont-elles amorties sur le nombre d'années de paiement des frais de garde d'enfants ? | Les estimations de frais de garde d'enfants doivent garantir qu'un travailleur peut se permettre de payer ces frais lorsque les frais surviennent. Ce coût survient généralement à un âge précoce ; ainsi, des frais de garde amortis sur toute la vie d'un travailleur ne garantiraient pas que les frais de garde seront payés en temps voulu et seraient considérés comme non conformes. L'âge légal et habituel auquel les enfants sont considérés comme n'ayant plus besoin de garde formelle lorsque les parents travaillent peut être utilisé pour évaluer le nombre d'années de frais de garde amortis. | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Si les données sur les dépenses sont utilisées pour évaluer les coûts de garde d'enfants, ces données sont-elles spécifiques aux familles qui utilisent actuellement des services de garde d'enfants ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Au-delà de la conformité | | |
| 6. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 2.5.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 7. Les estimations de garde d'enfants tiennent-elles compte du coût total de la garde d'enfants pour chaque enfant à différents niveaux de besoin au cours des années où la garde est requise par la loi, typique dans une région ou conforme aux normes internationales lorsque la garde d'enfants n'est pas requise ou typique ? | Les coûts de garde d'enfants doivent tenir compte des variations locales concernant l'âge auquel un enfant peut être légalement laissé seul, le niveau de garde requis et le fait que la garde soit nécessaire à temps plein ou seulement en complément des services de garde publics. Il convient d'exclure l'hypothèse selon laquelle les âges où la garde est nécessaire sont couverts par des services de garde « non rémunérés » fournis par des proches. Dans les zones où les marchés de la garde sont bien établis et proposent des niveaux de coût, le coût total de la garde doit tenir compte de ces différences entre la garde des nourrissons, des tout-petits, des enfants d'âge préscolaire, des enfants d'âge scolaire, avant et après l'école et/ou pendant les vacances scolaires. | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|--|--|---------------------------|
| 8. S'il y a un manque de disponibilité de services de garde d'enfants dans chaque zone géographique, l'estimation inclut-elle une valeur proxy pour le coût du paiement des services de garde actuellement non rémunérés ? | Une valeur approximative du coût de garde par enfant peut être calculée en supposant une garde à domicile dans une zone géographique où un membre de la communauté est en mesure de s'occuper de plusieurs enfants tout en gagnant un salaire décent. Cette valeur approximative peut être établie en divisant l'estimation du salaire décent par le nombre d'enfants qu'un assistant social peut légalement garder, conformément aux normes locales et/ou aux normes internationales concernant le ratio adultes/enfants en garderie. | Rencontré / Non rencontré |
|--|--|---------------------------|

2.5.2 : Soins aux personnes âgées/Retraite (6 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|---|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les coûts des soins aux personnes âgées et/ou de la retraite sont-ils inclus dans l'estimation du salaire vital ? | Les soins aux personnes âgées et/ou la retraite (sur la base d'un scénario typique dans chaque zone géographique) doivent être inclus dans toutes les estimations du salaire vital. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Un plan visant à prendre en compte les coûts des soins aux personnes âgées, assorti d'un calendrier clair de mise en œuvre, est-il disponible si les coûts de garde d'enfants ne sont pas actuellement inclus dans l'estimation ? | Un plan devrait être disponible pour prendre en compte les dépenses de soins dans les estimations futures du salaire vital. Si les coûts des soins aux personnes âgées sont inclus, ils sont enregistrés comme couverts. | |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.5.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Le coût des soins aux personnes âgées est-il inclus dans l'estimation soit en incluant des adultes à charge supplémentaires lorsque cela est typique dans le type de ménage familial, soit en incluant des dépenses spécifiques pour les soins aux personnes âgées en fonction des engagements actuels ? | Si l'épargne-retraite reflète les besoins de retraite typiques – plutôt que les coûts des soins aux personnes âgées – et inclut l'épargne pour les années au-delà de l'âge de travailler, alors cette exigence est satisfaite. | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|---|---------------------------|
| 5. L'épargne-retraite prévue dans l'estimation est-elle suffisante pour assurer un revenu décent au travailleur dans ses dernières années lorsqu'il ne pourra plus travailler ? | Les soins aux personnes âgées doivent être inclus dans les estimations du salaire vital, ou dans un équivalent de retraite/pension basé sur une approche courante de financement des personnes âgées dans une société. L'épargne-retraite peut être estimée sur la base des taux d'épargne généraux considérés comme nécessaires pour assurer une retraite décente. | Rencontré / Non rencontré |
| 6. Si des régimes de retraite/pensions gouvernementaux sont présents, la valeur de ces régimes a-t-elle été comptabilisée ? | Lorsque les gouvernements offrent des pensions ou d'autres prestations sociales pour aider les travailleurs, existe-t-il des preuves, issues de la littérature courante, permettant d'établir l'adéquation de ces dispositions pour répondre aux besoins des personnes âgées ? Si tel est le cas, cela devrait réduire la valeur des soins aux personnes âgées et de la retraite dans l'estimation. | Rencontré / Non rencontré |

2.5.3 Cycle de vie des soins (1 question)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|---|---------------------------|
| Exigences de conformité | | |
| 1. Les frais de garde d'enfants, amortis au cours des années où les services de garde sont fournis, ont-ils été évalués pour déterminer si ces frais seraient suffisants pour couvrir les soins aux personnes âgées/la retraite dans les années ultérieures, lorsque les frais de garde d'enfants ne seront plus pertinents ? | Étant donné que cette norme de référence évalue si les frais de garde d'enfants ont été amortis uniquement sur les années où les travailleurs doivent les payer, il pourrait y avoir un excédent de fonds pour les années où la garde d'enfants n'est pas nécessaire. Si les frais de garde d'enfants en bas âge suffisent à couvrir l'épargne nécessaire pour les soins aux personnes âgées et/ou la retraite ultérieure, ces frais peuvent être combinés. Dans ce cas, les soins tout au long du cycle de vie – y compris la garde d'enfants, les soins aux personnes âgées et la retraite – peuvent être regroupés sous une seule catégorie intitulée « soins ». | Rencontré / Non rencontré |

2.6 Autres catégories de coûts (COICOP)

La COICOP est un système de classification souvent utilisé par les gouvernements dans les enquêtes sur les dépenses des ménages. Ces catégories regroupent une série d'éléments essentiels à un niveau de vie décent, mais dont les spécificités sont très variables et doivent être évaluées en fonction des situations typiques d'un pays plutôt que selon la présente Norme de référence article par article. À des fins de comparaison générale, la présente Norme de référence répertorie toutes les catégories à prendre en compte, mais n'impose aucun type de produit ou de coût spécifique.

Cette section comporte 10 sous-sections.

1. Évaluations générales des « autres » coûts
2. Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants
3. Vêtements et chaussures
4. Mobilier, équipement ménager et entretien courant du ménage
5. Information et communication
6. Éducation et services
7. Loisirs, sports et culture
8. Services de restauration et d'hébergement
9. Assurances et services financiers
10. Biens et services divers

2.6.1 : Évaluations générales des « autres » coûts (3 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|---|---------------------------|
| Exigences de conformité | | |
| 1. Lorsque d'autres coûts sont estimés à l'aide d'enquêtes sur les dépenses, sont-ils ajustés à la géographie spécifique à l'aide d'une méthodologie transparente ? | Si les données de l'enquête sur les dépenses ne sont pas utilisées, ce critère est toujours respecté. | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|--|---------------------------|
| 2. D'autres catégories de coûts sont-elles basées sur des enquêtes sur les dépenses utilisant des données qui s'appliquent au quintile ou au décile de revenu parmi les travailleurs percevant un salaire décent ? | Même si les données de l'enquête sur les dépenses ne sont pas utilisées, cette condition est toujours remplie. | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Si les données sur les dépenses ne sont pas utilisées pour d'autres catégories de coûts, un processus normatif solide est-il en place pour évaluer tous les besoins du travailleur dans chaque zone géographique ? | Si les données de l'enquête sur les dépenses sont utilisées, elles peuvent être enregistrées comme respectées. | Rencontré / Non rencontré |

2.6.2 : Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (4 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|---|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. La méthodologie révèle-t-elle les coûts inclus dans cette catégorie, le cas échéant, dans une estimation du salaire vital ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.6.2 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. L'estimation inclut-elle les coûts de cette catégorie lorsqu'ils sont légaux et considérés comme un élément essentiel de la participation à une société ou à une culture ? | Les jardins familiaux ne devraient pas suffire à créer un abus de substances, même lorsque cet abus est généralisé. | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Les articles qui sont purement nocifs pour la santé et qui ne sont pas culturellement pertinents pour la population générale sont-ils exclus de cette catégorie de coûts ? | Le tabac est nocif pour la santé, aucun bénéfice n'est signalé et il est rarement essentiel à l'acceptation dans la société. Il serait donc généralement exclu. | Rencontré / Non rencontré |

2.6.3 : Vêtements et chaussures (5 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|--|-------------|------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |

| | | |
|---|--|---------------------------|
| 1. Est-il divulgué comment et où ces coûts sont pris en compte dans l'estimation du salaire vital, lorsqu'ils sont inclus ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Si ces coûts ne sont pas inclus, une justification est-elle fournie ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.6.3 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Ces coûts sont-ils inclus dans l'estimation du salaire vital ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Les stratégies d'estimation sont-elles transparentes et accessibles au public ? | La méthode d'inclusion et tous les éléments niés de cette catégorie COICOP avec les raisons de cette négation doivent être indiqués de manière transparente. | Rencontré / Non rencontré |

2.6.4 : Mobilier, équipement ménager et entretien courant du ménage (5 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|-------------|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Est-il divulgué comment et où ces coûts sont pris en compte dans l'estimation du salaire vital, lorsqu'ils sont inclus ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Si ces coûts ne sont pas inclus, une justification est-elle fournie ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.6.4 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Ces coûts sont-ils inclus dans le salaire vital dans la catégorie logement s'ils sont omis des « autres » coûts ? | | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|--|---|---------------------------|
| 5. Les stratégies d'estimation sont-elles transparentes et accessibles au public ? | La méthode d'inclusion et tous les éléments niés de cette catégorie COICOP avec les raisons de cette négation doivent être indiqués de manière transparente. | Rencontré / Non rencontré |
| 2.6.5 : Information et communication (6 questions) | | |
| Questions | Explication | Évaluation |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Est-il divulgué comment et où ces coûts sont pris en compte dans l'estimation du salaire vital, lorsqu'ils sont inclus ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Le montant destiné aux systèmes de communication essentiels est-il inclus dans l'estimation du salaire vital ? | Les communications essentielles peuvent varier selon les régions, mais doivent être incluses à un certain niveau dans toutes les estimations, car certains aspects de la communication sont nécessaires au travail et à l'école. Cela dépend du contexte local. Lorsque l'école exige un accès à Internet, il doit être inclus. Lorsque le travail nécessite la possibilité de communiquer par téléphone, cela doit être inclus, etc. Selon la pratique générale. | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Si certains coûts ne sont pas inclus dans cette catégorie, une justification est-elle fournie ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 4. Toutes les exigences de conformité pour la section 2.6.5 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Les coûts de tous les outils d'information et de communication courants au sein d'une famille type sont-ils intégrés dans l'estimation du salaire vital ? | Le terme « typique » peut être évalué sur la base des dépenses correspondant au niveau de revenu vital. | Rencontré / Non rencontré |
| 6. Lorsque l'on inclut les coûts de communication, les coûts amortis du matériel ainsi que les coûts d'abonnement aux services sont-ils inclus ? | Il peut s'agir, par exemple, du coût d'un téléphone amorti sur sa durée de vie et du coût du service téléphonique. Si ces deux coûts sont inclus dans les données de dépenses, ces données sont acceptables. | Rencontré / Non rencontré |

2.6.6 : Loisirs, sports et culture (3 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|--|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Est-il divulgué comment et où ces coûts sont pris en compte dans l'estimation du salaire vital, lorsqu'ils sont inclus ? | Si ces coûts ne sont pas inclus, ce critère est toujours rempli. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.6.6 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Les coûts de cette catégorie pour permettre une participation sociale de base sont-ils inclus dans le salaire vital ? | | Rencontré / Non rencontré |

2.6.7 : Éducation et services (4 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|--|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Est-il divulgué comment et où ces coûts sont pris en compte dans l'estimation du salaire vital, lorsqu'ils sont inclus ? | Si ces coûts ne sont pas inclus, ce critère est toujours rempli. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Si ces coûts ne sont pas inclus, une justification est-elle fournie ? | Si ces coûts sont inclus, cette exigence est satisfaite. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de conformité pour la section 2.6.7 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Ces coûts sont-ils inclus dans l'estimation du salaire vital ? | Étant donné que les soins incluent de nombreux coûts d'éducation répertoriés dans la COICOP, ces coûts ne doivent pas être répétés ici. En revanche, tous les coûts supplémentaires liés à l'éducation qui ne sont pas comptabilisés dans les soins doivent être classés dans cette catégorie de coûts. Seuls les coûts de l'enseignement supérieur, les | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|--|--|--|
| | fournitures, les uniformes et les coûts d'éducation non définis par niveau, dans le cas où les acteurs locaux les ont jugés essentiels, doivent être inclus ici. | |
|--|--|--|

2.6.8 : Services de restauration et d'hébergement (5 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|--|--|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Est-il divulgué comment et où ces coûts sont pris en compte dans l'estimation du salaire vital, lorsqu'ils sont inclus ? | Si ces coûts ne sont pas inclus, ce critère est toujours rempli. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Si ces coûts ne sont pas inclus, une justification est-elle fournie ? | Si ces coûts sont inclus, cette exigence est satisfaite. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.6.8 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Les groupes multipartites locaux, y compris ceux représentant les travailleurs, ont-ils été consultés quant à la pertinence d'éventuelles exclusions de cette catégorie ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Ces coûts sont-ils inclus dans l'estimation du salaire vital ? | Si les coûts d'assurance et de services financiers sont inclus dans d'autres catégories de coûts, il n'est pas nécessaire de les répéter ici. Par exemple, retraite, santé, assurance habitation, etc. | Rencontré / Non rencontré |

2.6.9 : Assurances et services financiers (4 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|--|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Est-il divulgué comment et où ces coûts sont pris en compte dans l'estimation du salaire vital, lorsqu'ils sont inclus ? | Si ces coûts ne sont pas inclus, ce critère est toujours rempli. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Si ces coûts ne sont pas inclus, une justification est-elle fournie ? | Si ces coûts sont inclus, cette exigence est satisfaite. | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|---|--|---------------------------|
| Exigences de conformité | | |
| 3. Est-ce que tous les efforts visant à garantir la conformité aux exigences de la section 2.6.9 sont respectés ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Ces coûts sont-ils inclus dans l'estimation du salaire vital ? | Si les coûts d'assurance et de services financiers sont inclus dans d'autres catégories de coûts, il n'est pas nécessaire de les répéter ici. Par exemple, retraite, santé, assurance habitation, etc. | Rencontré / Non rencontré |
| 2.6.10 : Biens et services divers (4 questions) | | |
| Questions | Explication | Évaluation |
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Est-il divulgué comment et où ces coûts sont pris en compte dans l'estimation du salaire vital, lorsqu'ils sont inclus ? | Si ces coûts ne sont pas inclus, ce critère est toujours rempli. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. Si ces coûts ne sont pas inclus, une justification est-elle fournie ? | Si ces coûts sont inclus, cette exigence est satisfaite. | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.6.10 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Ces coûts sont-ils inclus dans l'estimation du salaire vital ? | Ces coûts doivent être inclus dans toutes les estimations du salaire vital et indiqués de manière transparente en termes de méthode d'inclusion ; et tous les coûts exclus de cette catégorie COICOP doivent être accompagnés des raisons de cette négation. | Rencontré / Non rencontré |

2.7 Économies pour la résilience - Événements spéciaux ou d'urgence

2.7.1 : Montant inclus (5 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|--|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. La méthodologie d'estimation inclut-elle des marges pour les événements spéciaux ou d'urgence (également appelés résilience) ? | Le niveau minimum inclus devrait s'aligner sur les approches actuelles en vigueur dans le mouvement pour un salaire vital de 5 %. | Rencontré / Non rencontré |
| 2. L'estimation du salaire vital comprend-elle une justification spécifique au pays ou à la géographie du montant nécessaire à la résilience ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 3. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.7.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Lorsque les acteurs locaux ont identifié et justifié la nécessité d'une marge plus élevée pour les événements imprévus, cette marge est-elle appliquée ? | Les nombreux retours issus des consultations du premier cycle et des recherches documentaires secondaires montrent que la marge nécessaire à la résilience varie selon les zones géographiques. Par conséquent, il convient d'utiliser soit des données secondaires concernant le montant nécessaire à la résilience dans chaque zone géographique, soit une collecte de données primaires pour évaluer les besoins typiques ne présentant pas de coûts récurrents réguliers dans la zone géographique concernée, pour justifier le choix du pourcentage utilisé pour la résilience. | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Les marges de résilience sont-elles appliquées avant les calculs des charges sociales et des retenues obligatoires ? | | Rencontré / Non rencontré |

2.8 Retenues obligatoires sur le salaire

2.8.1 : Profondeur et spécificité (7 questions)

| Questions | Explication | Évaluation |
|---|--|---------------------------|
| Travailler vers les exigences de conformité | | |
| 1. Les déductions obligatoires sont-elles incluses dans les calculs du salaire vital brut et au minimum dans la charge fiscale au niveau régional ou national ? | | Rencontré / Non rencontré |
| Exigences de conformité | | |
| 2. Toutes les exigences de mise en conformité pour la section 2.8.1 sont-elles respectées ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 3. Les retenues obligatoires sur le salaire, y compris toutes les taxes fédérales et régionales ainsi que les retenues obligatoires essentielles telles que les paiements aux programmes de protection sociale, sont-elles incluses dans le salaire vital ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 4. Une liste de toutes les déductions incluses dans chaque estimation du salaire vital est-elle fournie, précisant spécifiquement si des déductions existent et sont incluses pour tous les impôts et paiements sociaux ? | | Rencontré / Non rencontré |
| 5. Les retenues obligatoires sur le salaire sont-elles réévaluées chaque année, même au cours d'une année où des ajustements en fonction de l'inflation | Étant donné que les codes fiscaux changent régulièrement, les impôts doivent être réévalués chaque année et ne peuvent pas être mis à jour en fonction de l'inflation. | Rencontré / Non rencontré |

| | | |
|--|---|---------------------------|
| pourraient être utilisés pour d'autres parties de l'estimation ? | | |
| <i>Au-delà de la conformité</i> | | |
| 6. Toutes les exigences de conformité et de travail vers la conformité pour la section 2.8.1 sont-elles respectées ? | | Atteint/Non atteint |
| 7. Lorsque des retenues obligatoires sur la rémunération propres à un secteur sont identifiées et incluses, des informations sont-elles fournies quant à l'ampleur de ces ajouts propres à un secteur, aux secteurs dans lesquels elles s'appliquent et à l'estimation pour les autres secteurs dans lesquels ces retenues ne s'appliquent pas ? | Certaines estimations du salaire vital incluent des retenues obligatoires spécifiques à certains secteurs, comme les cotisations syndicales. Dans ce cas, ces retenues doivent être clairement documentées afin de pouvoir les ajuster pour une utilisation dans d'autres secteurs en supprimant les retenues non applicables. Si l'estimation du salaire vital n'est pas spécifique à un secteur, cette exigence est déjà respectée. | Rencontré / Non rencontré |